

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance.
Les médias occidentaux ont toujours accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources .

Journal des Palestiniens

N° 161 26-01 au 31-01

Par M.Lemaire

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne

ea : Afp- ats - Ap - Reuters- XINHUANET, ainsi que les sources d'informations de la résistance & IPC

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants

Vous retrouverez ce journal

a) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :

http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

ainsi que

b) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>

c) Le "Journal des Palestiniens " est également visible dès maintenant sur le site

<http://www.aredam.net>

Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse :

fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à mes yeux) :

Editorial

Bonjour,

Depuis le 26 janvier, les positions de chacun se précisent, et le journal déborde d'informations, articles, prises de position de tous les antagonistes du drame palestinien.

Bien trop pour que l'édito puisse en parler, mais ce qui est certain c'est que :

Le Hamas, ne désarmera pas. !

"Tant que nous serons sous occupation, la résistance sera notre droit légitime. " Notre présence dans la législature renforcera la résistance", voici ce qui a été dit dès l'annonce des résultats définitifs des législatives

Le Hamas ayant obtenu 74 sièges au Parlement (sur 132 sièges) et le Fatah 45.

Le président Mahmoud Abbas a également pris position, il annoncé qu'il resterait à la tête de l'Autorité palestinienne jusqu'à la fin de son mandat en 2009 : "Rien n'empêche que je complète les trois ans qui me restent à la tête de cette Autorité et j'ai l'intention de continuer à appliquer ma politique durant

Autre nouvelle (bonne) : "Nous avons l'intention de former une armée comme n'importe quel pays, une armée pour défendre le peuple palestinien contre toute agression", affirme

Khaled Méchaal, (Le Hamas est prêt pour cela, à fusionner avec plusieurs groupements de résistance, dont les Brigades Ezzedine al-Qassamà

Ce qui n'empêche pas Mahmoud Al Zahar d'offrir à Israël une accalmie de longue durée en contrepartie de plusieurs conditions :

Libération des prisonniers palestiniens

Arrêter les agressions contre les citoyens et les villes palestiniennes

Mettre une liaison géographique entre la bande de Gaza et la Cisjordanie.

Ce qui donnerait un Etat palestinien sur les terres occupées de 1967.

Al Zahar a conclu " Alors il sera alors possible de respecter une accalmie très longue avec Israël ".

"Si Israël respecte ce qu'on appelle le calme (trêve), alors nous la continuerons nous aussi", "Si ce n'est pas le cas, nous n'aurons d'autre solution que de protéger notre peuple et notre terre",

Ce qui n'empêche pas Al Zahar de préciser qu'Israël, pratique le terrorisme quand il continue à coloniser et occuper les territoires palestiniens ou il tue nos gens et nos enfants et détruit nos maisons et nos terres agricoles.

En conclusion, si Israël avait voulu faire la paix et vivre en sécurité, si les Etats-Unis et l'Europe avaient voulu la paix au Proche-Orient, la Palestine aurait eu depuis longtemps un Etat

Cela fait maintenant près de 20 ans que les dirigeants palestiniens ne revendiquent un Etat indépendant que sur 22 % de leur terre initiale, c'est à dire sur la Cisjordanie, Gaza, Jérusalem Est,

Comment dans de telle condition peut-on se permettre de demander au Hamas s'il va reconnaître Israël alors qu'Israël refuse de fixer les frontières d'Israël et que Ehoud Olmert fait savoir qu'il ne renoncera jamais "aux blocs de colonies juives, ni à Jérusalem Est".

Bonne lecture

Marc

26-01 au 31-01 : Peuple Palestinien : 3 tués - 2 blessés

Sommaire :

1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)

2 Politique Israélienne

3 Politique internationale des territoires occupés

4 La Palestine en chiffre & au jour le jour

Détails par région:

Décompte des pertes humaines

5 médias

5-1 Idan Landau : Décryptage des déclarations et expressions publiées dans les médias

6 Les brèves

6-1 Al Jazeera & Leila : Israël a tué 791 enfants palestiniens au cours de la seconde Intifada

6-2 Khaled Mechaal : Portrait

7 Dossier

7-1 Dossier M..Lemaire - Tour d'horizon des chantages contre le Hamas

7-2 Point de vue de Manno Mauro : Le Hamas a vaincu : les ennemis de la justice et de la paix en Palestine en difficulté

7-3 Point de vue de Khaled Meshal : Nous ne vendrons pas notre peuple ou nos principes

pour de l'aide étrangère.

7-4 Point de vue de M. A. Muqtedar Khan : La victoire du Hamas est bonne pour tous

7-5 Point de vue de CAPJPO-EuroPalestine : Cela commence à bien faire

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Voltaire : Hamas : les prévisions déçues des experts médiatiques

9 Annexe

État d'esprit et haine de certains journalistes et analystes :

1) Alain Hertoghe : La démocratie kamikaze des Palestiniens

2) Pascal Boniface : Elections palestiniennes - Un résultat qui fait l'effet d'une bombe

1 Politique Palestinienne

Résistance

26-01

Le Hamas ne désarmera pas: "Tant que nous serons sous occupation, la résistance sera notre droit légitime.

Notre présence dans la législature renforcera la résistance",

AP

31-01

Le Hamas a dénoncé "la partialité" de Bush en faveur d'Israël après qu'il eut appelé le parti à désarmer et à reconnaître l'Etat juif.

"Il s'agit de la même vieille position américaine qui révèle le degré de partialité en faveur d'Israël et du chantage exercé contre le peuple palestinien", a déclaré le porte-parole du Hamas Moushir Al-Masri.

"C'est une position préjudiciable au peuple palestinien. L'Amérique et la communauté internationale doivent adopter une approche plus équitable envers la cause palestinienne et ne pas punir le peuple palestinien en raison de ses choix démocratiques", a-t-il ajouté.

Il a affirmé que le Hamas était prêt "à traiter avec toutes les parties internationales sans conditions préalables car de telles conditions entraveraient tout progrès".

Un autre porte-parole du Hamas, Sami Abou Zouhri, a pour sa part affirmé que les déclarations de M. Bush "s'inscrivent dans le cadre des pressions et du chantage exercés contre le mouvement pour le contraindre à changer ses positions et à renoncer aux droits de notre peuple".

"Ces pressions ne nous inquiètent pas et elles n'entraîneront en aucun cas un changement des positions du mouvement", a ajouté M. Abou Zouhri.

"Il faudrait faire pression sur l'occupant (israélien) pour qu'il reconnaisse les droits de notre peuple et non pas sur la victime pour qu'elle accepte l'occupation", a-t-il poursuivi. (afp-10h22)

Analyse

29-01

Selon l'enquête d'opinion, réalisée par l'institut privé Near East Consulting, 84% se sont dites favorables à un règlement de paix avec Israël, contre 16% de l'avis contraire.

25% estiment que le Hamas devrait maintenir dans sa charte son appel à la destruction d'Israël contre 75% de l'avis contraire.

86% sont pour que Mahmoud Abbas reste à son poste de président de l'Autorité palestinienne, contre 14% qui souhaitent son départ.

81% souhaitent la mise en place d'un gouvernement d'union nationale Hamas/Fatah.

Ce soutien atteint 91% parmi les électeurs du Hamas et 66% parmi ceux du Fatah.

40% des personnes interrogées estiment que le Hamas doit agir en priorité pour

lutter contre la corruption, pour lutter contre le chômage et la pauvreté (17%) et l'amélioration de la situation sécuritaire (17%).

3% estiment que le Hamas doit oeuvrer à l'application de la charia, la loi islamique.

72% des personnes interrogées affirment qu'ils auraient voté pour le Fatah si son chef historique Yasser Arafat était toujours en vie

23% pour le Hamas

5% pour d'autres mouvements.

Le sondage a été réalisé auprès d'un échantillon de 863 Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Sa marge d'erreur est de 3,5%.

Les forces en présence

27-01

"Nous avons l'intention de former une armée comme n'importe quel pays, une armée pour défendre le peuple palestinien contre toute agression", affirme Khaled Méchaal, à Damas, où il vit en exil.

Le Hamas est prêt pour cela, à fusionner avec plusieurs groupements de résistance, dont les Brigades Ezzedine al-Qassam, et sa propre branche militaire

NB : Le Hamas dispose actuellement de sa propre force armée qui compte environ 5.000 hommes à Gaza

(Reuters)

Palestine

1-1 Processus de paix

30-01

Le responsable du Hamas, Mahmoud Al Zahar a offert à Israël une accalmie de longue durée en contrepartie de plusieurs conditions :

Al Zahar a certifié que si les israéliens étaient prêts à exécuter toutes les demandes retrait israélien jusqu'aux frontières de l'année 1967

libération des prisonniers palestiniens

arrêter les agressions contre les citoyens et les villes palestiniennes

et mettre une liaison géographique entre la bande de Gaza et la Cisjordanie.

Al Zahar: nous n'auront aucune objection à déclarer notre Etat palestinien indépendant sur les terres occupées de 1967.

Al Zahar a conclu " il sera alors possible de respecter une accalmie très longue avec Israël ".

30-01

En réponse à une question sur << l'appel à détruire l'Etat d'Israël >> Al Zahar a refusé de déclarer si ce point resterait un objectif pour le mouvement de Hamas ou pas, concluant :

" nous parlions maintenant du présent par du futur. ...bien que tous les accords internationaux et la Feuille de route Israël n'ont pas l'intention d'accepter la création d'un Etat palestinienne indépendante.

Al Zahar a demandé qu'Israël présente ses frontières finales afin que le Hamas puisse donner sa position sur la reconnaissance de l'Etat d'Israël.

1-2 Les grandes manoeuvres

26-01

Mahmoud Al Zahar, s'est dit prêt jeudi à maintenir le cessez-le-feu en vigueur depuis février avec Israël si l'Etat hébreu en fait autant. Il a toutefois averti que son mouvement répondrait à toute attaque israélienne.

"S'ils continuent à respecter ce qu'on appelle le calme, alors nous continuerons nous aussi", "Si ce n'est pas le cas, nous n'aurons d'autre solution que de protéger notre peuple et notre terre", a-t-il ajouté.

(AP)

1-3 Sur le terrain

30-01

Al Zahar a accusé de nombreux membres de Fatah, disant qu'ils étaient des corrompus parce qu'ils gaspillaient les argents du peuple palestiniens pour servir leurs intérêts privés.
http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13277

1-4 Gouvernement cherche coalition désespérement...

Élections législatives du 25 janvier

27-01

Résultats définitifs des législatives annoncés par la commission électorale..

Sur les 132 sièges, le Hamas a obtenu 74 sièges au Parlement palestinien et le Fatah 45, N.B : Avec le tiers des sièges au Parlement, le Fatah peut bloquer toute tentative du Hamas pour amender la Loi fondamentale palestinienne, cette quasi-Constitution qui régie la structure de l'Autorité palestinienne.

Un changement de cette Loi fondamentale nécessite en effet une approbation à la majorité des deux tiers.

AP

27-01

Le Premier ministre palestinien Ahmed Koreï et son gouvernement ont présenté leur démission au président Mahmoud Abbas, a déclaré un haut responsable.

"Le président a accepté la démission d'Abou Alaa (M. Qoreï) et l'a chargé d'expédier les affaires courantes jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement", a indiqué à l'AFP un responsable à la présidence.

"Il semble que le Hamas formera le prochain gouvernement", a dit un responsable du Fatah sous le sceau de l'anonymat

M. Abbas a affirmé que le nouveau gouvernement devrait "respecter des accords et des engagements pris auprès de la communauté internationale".

(ats - 10:04)

26-01

Le chef du Fatah et président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas décidera si son parti participera au nouveau gouvernement que doit former le Hamas, vainqueur des élections législatives palestiniennes, ou s'il rejoindra les rangs de l'opposition, a indiqué le ministre de l'Information, Nabil Chaath.

(AP - AFP)

"Nous sommes convenus de nous voir dans les tout prochains jours pour discuter de la forme de partenariat politique et d'un nombre de questions d'intérêt pour notre peuple", a affirmé M. Haniyeh.

"Nous avons des divergences politiques avec le président sur les moyens de recouvrer nos droits mais cela ne veut pas dire que le Hamas sera en conflit avec la présidence de l'Autorité palestinienne", a-t-il ajouté.

RAPPEL : M. Abbas préconise la négociation comme moyen de parvenir à un règlement de paix avec Israël

(AP - AFP)

27-01

"Le Fatah rejette toute participation dans un gouvernement formé par le Hamas", a déclaré à l'agence Reuters Djibril al-Rajoub, haut responsable du parti historique palestinien en

Cisjordanie. "Le Hamas doit prendre ses responsabilités. Le Fatah agira en tant qu'opposition constructive".

(Reuters)

27-01

Le président Mahmoud Abbas a annoncé qu'il resterait à la tête de l'Autorité palestinienne jusqu'à la fin de son mandat en 2009

"Rien n'empêche que je complète les trois ans qui me restent à la tête de cette Autorité et j'ai l'intention de continuer à appliquer ma politique durant cette période"

(afp- 16h04)

27-01

L'entrée du Hamas au Parlement et au gouvernement marquera le début d'une cohabitation. En dépit des divergences politiques avec le Hamas, M. Abbas devrait avoir les coudées franches pour mener des négociations avec Israël en vue d'un règlement, la loi fondamentale de l'Autorité palestinienne limitant largement le rôle du Parlement et du gouvernement à la politique interne.

"Le dossier politique et les négociations avec Israël font partie des prérogatives du président de l'Autorité palestinienne, qui est aussi le chef de l'OLP qui a signé les accords avec Israël", a déclaré le vice-président du CLP sortant, Hassan Khreisheh.

"Le Premier ministre est responsable de tout ce qui est politique interne alors que la politique étrangère est de la compétence du président", a renchéri le député Azmi Choueïbi.

(AFP)

27-01

"Le Hamas a réussi dans la résistance et il réussira dans les réformes".

Méchaal a réaffirmé que le Hamas souhaitait former un gouvernement comprenant toutes les autres factions palestiniennes, dont le Fatah du président Mahmoud Abbas, et qu'il voulait aussi réformer le gouvernement

"Nous estimons qu'il est dans l'intérêt de tous de monter à bord du train du Hamas, parce que ce convoi est en passe d'atteindre sa destination"

"Nous continuons à tendre la main à chacun et disons que nous avons besoin de tous".

AP

29-01

Dr. Nabil Sha'th, membre du comité central du Fatah, signale que le Fatah a décidé de quitter le pouvoir en faveur du mouvement de Hamas, parce que le Fatah respectait les règles de la démocratie

Pour la participation politique au gouvernement prochain, Sha'th a dit que le Fatah ne participerait pas au gouvernement prochain parce que le gouvernement n'était pas la seule domaine pour une participation politique, il y a la présidence qui a des vastes attributions dans les domaines sécuritaire et politique étrangère.

1-5 Négociations:

27-01

Le responsable du Hamas Ismaïl Haniyeh a annoncé : « Nous commencerons très prochainement d'intenses consultations avec le président Abou Mazen, avec le Fatah et les autres groupes palestiniens pour s'entendre sur la nature du partenariat politique de la prochaine étape

et sans nul doute nous allons arriver à une formule satisfaisante pour tout le peuple palestinien",

(AFP)

1-6 Des Canons ... pas du beurre

30-01

Concernant le renoncement à la violence et au terrorisme, Al Zahar a dit que la définition du terrorisme était injuste.

Dans le même contexte, Al Zahar a dit qu'Israël, lui-même pratique le terrorisme quand il tue nos gens et nos enfants et détruit nos maisons et nos terres agricoles,
Al Zahar : lorsque les Etats-Unis attaque deux pays arabe, ne s'agit-il pas une sorte du terrorisme. ?

30-01

Suite à la menace des Etats-Unis d'arrêter de fournir de l'aide financière au peuple palestinien, Al Zahar a précisé que ses aides servent à la reconstruction du pays et offrir les besoins de base au peuple palestinien.

1-7 Action & déclaration contre la politique colonialiste israélienne (Colonisation & colonies)

26-01

Abou Marzouk rappelle aux Usa qu'Israël a détruit l'Etat palestinien

AP

27-01

(AP

a) "C'est une ère nouvelle dans tous les sens du terme", a déclaré Moussa Abou Marzouk, le numéro deux du bureau politique du Hamas, "Ils (les Israéliens) doivent accepter ces résultats",

b) Le Hamas, a appelé les Etats-Unis à respecter "le résultat des urnes" et la "volonté du peuple palestinien".

(afp- 11h21)

1-8 Action & déclaration contre la politique colonialiste (en général)

USA

28-01

Khaled Méchaal a dénoncé l'opposition américaine à la victoire du Hamas.

"Le monde a mis en avant le slogan de la démocratie et il doit maintenant respecter les résultats de la démocratie. Si vous voulez punir le peuple palestinien pour l'avoir exercée, l'administration américaine doit alors punir les Américains pour avoir choisi Bush", a-t-il dit.

27-01

Mahmoud Zahar,(Hamas) a déclaré qu'il ne considérait pas les Etats-Unis comme un ennemi, et estime que Bush détient la clé de la paix dans la région.

Dans une interview Mahmoud Zahar a affirmé que le Hamas recherche auprès de Bush l'instauration de la justice. "Les gens vont faire le lien entre ce qui se passe en Irak, en Afghanistan et en Palestine. Cela ne va pas servir les intérêts américains".

(ats - 05:51)

UE

c) L'Union européenne "doit savoir qu'il y a aujourd'hui une nouvelle force sur le terrain avec laquelle elle devra traiter. Ses choix sont les choix du peuple palestinien"-

Communauté internationale

25-01

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, souhaité une relance des négociations de paix israélo-palestiniennes et a lancé un appel à l'aide à la communauté internationale.

"Nous nous embarquons dans une nouvelle ère, et nous appelons la communauté internationale à nous aider à retourner à la table des négociations avec les Israéliens afin de conclure un accord de paix et de l'appliquer"

AP

27-01

Ismail Haniyeh, (Hamass) a rejeté les menaces de la communauté internationale qui envisage de suspendre son aide financière à l'Autorité palestinienne si le Hamas, refuse de déposer les armes.

"Cette aide ne peut être une épée sur la tête du peuple palestinien et ne fera l'objet d'aucun chantage contre lui, le Hamas ou la résistance

(Reuters)

1-8 Politique économique

27-01

Mahmoud Zahar, co-fondateur du Hamas, a déclaré que le gouvernement palestinien pourrait compter sur d'autres sources de financement "arabes et islamiques" et émanant de la communauté internationale, prêtes à "aider le peuple palestinien sans condition".

29-01

Le directeur de l'Union Générale du travail dans la bande de Gaza a communiqué : "tous les domaines palestiniens de commercial et d'industrie ont fait face à de grandes pertes dues à la fermeture israélienne du passage commercial de Karni pendant 15 jours "

Il a ajouté que presque 20.000 ouvriers dans l'agriculture et 35.000 dans le textile avaient été affectés par cette fermeture,

La fermeture est une punition collective contre tous les palestiniens.

Constations : Chaque année, les forces israéliennes répète la même action pendant la saison des récoltes, afin d'endommager la vie et le futur des fermiers palestiniens, selon le syndicat des travailleurs. ...

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13251

1-10 Diplomatie

29-01

Yehya Musa (Hamass) a dit que le Hamas avait l'intention d'envoyer une délégation du Hamas aux pays arabes et européens pour expliquer le programme du Hamas et à déclarer qu'il était prêt à avoir des relations pacifiques avec tous les autres pays de monde.

Musa a dit que le Hamas commencerait la formation de gouvernement dès qu'il obtenait un ordre du président Abbas pour la former

Il a affirmé que les négociations concernaient le Fatah parce qu'il était une faction importante palestinienne

Musa a affirmé que le Hamas insistait que toutes les factions palestiniennes prennent leur responsabilité pendant le période prochaine et que le Hamas encourageait leur participation politique.

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13253

1-11 Prisons

29-01

Ligue arabe : Rapport sur les prisonniers Palestiniens.

Le rapport signale que depuis 1948 Israël a arrêté 650.000 Palestiniens

Le rapport déclare qu'Israël détient actuellement 9.200 prisonniers, ajoutant que malgré une trêve conclue par des factions palestiniennes au Caire le mars passé, les campagnes d'arrestation ont été plus nombreuses en 2005 ...

Le rapport estime qu'environ 570 prisonniers d'avant le commencement de l'Intifada d'Al Aqsa en 2000 sont toujours en prison

Il accuse Israël à continuer de voiler le droit international de violation par l'arrestation et la détention des mineurs.

Le rapport a déclaré que 4.000 mineurs avaient été arrêtés pendant l'Intifada, approximativement 300 restaient emprisonnés

SOURCE : IPC+ maanews

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13250

2 Politique Israélienne

2-1 Processus de paix

26-01

(AP) l'ancien Premier ministre Benjamin Nétanyahou, leader du Likoud (droite jusque extrême -droite), a déclaré : "Aujourd'hui a été créé le Hamastan, une copie de l'Iran à l'image des talibans", a. "Même avec beaucoup de maquillage, le Hamas restera le Hamas",

AP

2-2 Des Canons ... pas du beurre

28-01

Netanyahu (droite israélienne), a appelé "à restituer à Israël toutes ses capacités dissuasives" dans sa lutte contre le Hamas. : "Face à cet âpre ennemi qu'est le +Hamastan+ soutenu par l'Iran, nous devons être forts

"Je demande qu'Israël cesse de transférer des fonds aux Palestiniens (...),

"Nous devons aussi interdire aux Palestiniens de se rapprocher de nos villes, notamment en éloignant le tracé de la 'muraille de la honte' " qu'Israël construit en Cisjordanie, a-t-il ajouté.

Pour conclure : "Il doit enfin également être clair qu'il n'est désormais plus question d'autres retraits territoriaux unilatéraux" d'Israël en Cisjordanie,

Egalement interrogé à la radio, le chef du parti travailliste, Peretz, a de son côté affirmé : "Israël doit s'unifier autour de Tsahal (l'armée) et mettre à profit les deux ou trois ans de gel (dans le processus de paix: ndlr) pour résoudre ses problèmes intérieurs et renforcer son système social et éducatif".

(afp- 07h21)

29-01

Olmert. (Premier ministre intérimaire) : "Cela doit être très clair, nous n'allons pas transférer des fonds qui peuvent financer des attentats contre nos civils

"Nous ne voulons pas que des fonds transférés par le gouvernement israélien puissent parvenir au contrôle d'éléments meurtriers qui veulent détruire Israël (...) A ce stade, nous évaluons la situation et suivons les développements",

Ehud Olmert fait allusion à une tranche de 200 millions de shekels (35 millions de dollars) qui devait être transférée mercredi à l'Autorité palestinienne, Ces fonds correspondent essentiellement **au produit de la TVA et des droits de douane prélevés** sur les produits importés dans les territoires palestiniens et transitant par Israël.

(AFP)

2-3 Sur le terrain

25-01

"Nous avons notifié aux occupants des deux colonies sauvages situées dans le secteur de Naplouse, L'une près de la colonie d'Eilon Moreh, au nord-est de la ville, l'autre près de la colonie d'Itzhar, au sud-ouest, qu'ils avaient jusqu'à dimanche pour évacuer les lieux de leur plein gré faute de quoi ils le seraient par force", aurait déclaré le lieutenant Adam Avidan, de l'administration civile de la Cisjordanie.

(afp-15h36)

Ps : Lundi 30 ... RAS

2-4 Les grandes manœuvres...

27-01

Israël a décidé de geler des fonds dus à l'Autorité palestinienne, a indiqué M. Olmert
Il fait allusion à une tranche de 200 millions de shekels (35 millions de dollars environ)
qui devait être transférée mercredi à l'Autorité palestinienne.

Ces fonds correspondent essentiellement au produit de la TVA et des droits de douane
prélevés sur les produits importés dans les territoires palestiniens et transitant par Israël.
(afp- 06h47)

27-01

Le premier par intérim Olmert a "exigé" que "le Hamas annule sa charte, et reconnaisse
tous les accords, ententes et engagements de l'Autorité palestinienne".

"Nous ne transigerons pas sur ces exigences, et les dirigeants internationaux avec lesquels
je me suis entretenus sont d'accord avec nous",

(ats - 11:58)

28-01

Ehoud Olmert a réuni d ses conseillers à la sécurité. "Ceux qui dirigent des organisations
et se livre à des actes de terrorisme (lisez de résistance) contre l'Etat hébreu seront
liquidés", avait averti le ministre de la Défense Shaul Mofaz. "Le Hamas sait très bien (...)
quelles sont les capacités d'Israël",

AP

2-6 Pays corrompu cherche ...

27-01

(AFP) -

L'ancien ambassadeur israélien aux Etats-Unis Salman Shoval, a comparé l'avènement du
Hamas au parlement à celui du parti nazi en 1933, dans une déclaration à la radio
Deutschlandradio Kultur.

2-10 Politique colonialiste israélienne (Colonisation & colonies)

29-01

Le chef des Renseignements militaires israéliens, le général Amos Yadin, a ordonné à ses
services d'examiner pourquoi ils n'ont pas prévu la victoire du Hamas aux législatives
palestiniennes du 25 janvier, a indiqué la radio publique israélienne.

Pourtant Il y a un mois, le chef du Shin Beth, Youval Diskin, avait déclaré : "une victoire
du Hamas ne me surprendrait pas du tout".

NB : Les évaluations des Renseignements militaires constituent un élément déterminant
dans les prises de décisions de la classe politique..

(afp-12h08)

28-01

Israël, a fait savoir qu'il n'autoriserait pas les nouveaux députés du Hamas à se déplacer
librement entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie.

Mofaz (ministre de la Défense) a affirmé pour sa part qu'Israël ne discuterait pas avec le
Hamas.

(AP)

3-0 Usa (le parrain)

Victoire du Hamas

Bush

26-01

Bush a souhaité que le président Mahmoud Abbas reste au pouvoir

"Nous aimerions qu'il reste au pouvoir. Je veux dire que j'aimerais qu'il reste à son poste.

Il est au pouvoir. Nous aimerions qu'il reste à son poste", a-t-il insisté.

(afp- 16h33)

27-01

Bush a affirmé : je sais que vous savez que vous ne pouvez être un partenaire de paix si vous avez - si votre parti a - une branche armée",

Le Hamas "doit se défaire de ce bras de leur parti, qui est armé et violent, et, deuxièmement, ils doivent se défaire de cette partie de leur programme qui dit qu'ils veulent détruire Israël", a dit M. Bush.

"Je ne vois pas comment vous pourriez être un partenaire (dans le processus) de paix si vous prônez la destruction d'un pays dans le cadre d'un programme électoral.

"Si vous avez la destruction d'Israël dans votre programme, vous n'êtes pas un partenaire pour la paix", cependant a-t-il ajouté : le processus de paix avec Israël, allié des Etats-Unis, n'est pas "mort".

Bush a conclu en déclarant que les Etats-Unis couperaient les aides : "Les programmes d'aide n'avanceront plus. Ce sera leur choix, mais nous ne fournirons pas d'aide à un gouvernement qui souhaite détruire notre allié et notre ami",

sans préciser s'il parlait de la totalité des aides, y compris donc les programmes d'assistance humanitaire, ou seulement de l'aide directe versée à l'Autorité palestinienne.

(afp-16h42)

AP

28-01

Reprenant l'argument développé la veille dans un entretien accordé à Reuters, McCormack a noté que chacun comprend que les Palestiniens sont pauvres et ont besoin d'aide, mais il a ajouté que l'aide financière américaine devait se conformer à la loi et à la politique américaines.

La question de l'aide fera l'objet de discussions lundi à Londres avec les autres membres du "quartet" promoteur de la "feuille de route" pour la paix au Proche-Orient - Nations unies, Union européenne et Russie, a dit McCormack.

29-01

Les Etats-Unis attendent des Européens la même fermeté vis-à-vis du Hamas que celle qu'ils ont manifestée en annonçant le réexamen de toute leur aide aux Palestiniens en cas d'accession du mouvement intégriste au pouvoir, a déclaré Rice.

rappel : L'UE s'est dite "prête à poursuivre son soutien au développement économique palestinien et à l'instauration d'un Etat démocratique", tout en demandant au nouveau parlement palestinien de soutenir "la formation d'un gouvernement désireux de mettre fin à la violence" et "de négocier une sortie au conflit israélo-palestinien"

29-01

Rice : "Nous allons devoir examiner nos obligations envers Abou Mazen et son gouvernement expédiant les affaires courantes, qui ne seront pas les mêmes que lorsqu'il y aura un nouveau gouvernement"

29-01

Rice : Les Etats-Unis espèrent que la pression financière permettra d'obtenir du Hamas qu'il renonce aux attentats. "Je pense vraiment qu'il est important que le Hamas

comprene les implications de sa présence au gouvernement s'il veut gouverner",... "Cela ferait un gros trou", a-t-elle conclu

(afp- 23h43)

29-01

Rice : "Nous avons, avec nos partenaires européens, la Russie et l'Onu, bâti un consensus très solide sur la conduite à tenir",

3-1 Onu

Victoire du Hamas

30-01

Annan. : "Le Quartette a conclu qu'il était inévitable que l'aide future soit révisée par les donateurs en fonction de l'engagement du gouvernement (palestinien) au principe de non violence, à la reconnaissance d'Israël et à l'acceptation des accords et obligations existantes, y compris la feuille de route",

Annan a également demandé des mesures pour faciliter le travail du gouvernement intérimaire afin de stabiliser les finances publiques, ce qui signifie que le Quartette préconise de ne pas interrompre l'aide financière à l'Autorité palestinienne dans l'attente de la formation d'un gouvernement issu des urnes.

(afp-22h23)

3-3 Pays Arabes & voisins

Victoire du Hamas

29-01

Israël et les Etats-Unis, qui tiennent le Hamas en quarantaine, finiront pas s'adapter à la nouvelle réalité créée par le triomphe électoral du Hamas aux élections palestiniennes, estiment nombre de commentateurs arabes.

La victoire du mouvement issu de la première intifada (1987-93) sur le Fatah, (organisation historique fondée dans les années 1960 par Yasser Arafat), en est aussi une pour la voie démocratique au Moyen-Orient,

29-01

Pendant le Forum Economique International de Davos, Moussa a déclaré qu' " il est nécessaire d'accorder une chance à Hamas afin de s'engager au processus de paix après sa victoire dans les élections.

Le Secrétaire général a décrit les déclarations des capitales occidentales comme précipitées, en ajoutant que " les élections démocratiques et libres et la choix du peuple palestinien sont derrière la victoire du Hamas et nous devons le respecter".

Moussa a conclu que le processus de paix était en danger, non à cause de la victoire du Hamas, mais due à la politique israélienne..

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13268

Algérie

Les élections constituent "un pas important franchi par le peuple palestinien qui relève ainsi un des plus grands défis posés à son long combat", a affirmé le président Abdelaziz Bouteflika

Le chef de l'Etat algérien considère que le peuple palestinien a ainsi "montré au monde entier sa capacité et son aptitude à gérer les affaires de son pays".

Pour Abdelaziz Bouteflika, c'est "l'Intifada héroïque et historique" du peuple pour libérer Gaza de l'occupation, qui a permis un processus électoral "porteur d'espoirs", tout en constituant "une étape importante dans la lutte du peuple palestinien après d'innombrables crises et épreuves qui se sont dressées sur la voie de l'indépendance et de l'intégrité des territoires de la Palestine".

AP

Arabie Saoudite

Le Saoudien Dawoud al-Chirian dit s'attendre aussi à ce que le Hamas se montre négociateur intransigeant en cas de réouverture des pourparlers israélo-palestiniens, ce

qu'il présente comme une bonne chose: "Ils seront le Sharon arabe. Ils seront durs, mais seul un groupe dur peut arracher des concessions à Israël".

AP

Egypte

Pour nombre d'observateurs, cette victoire du Hamas pourrait aussi avoir un effet d'entraînement pour d'autres mouvements populaires de la région. "Cela va leur donner une impulsion majeure", estime Diaa Rachouane, spécialiste égyptien de ces courants.

AP

Israël et les Etats-Unis "n'auront d'autre choix que de traiter avec le Hamas", estime Mohamed Habib, numéro 2 des Frères musulmans, principal mouvement d'opposition égyptien,

AP

"Les Américains vont nouer des contacts secrets avec le Hamas, mais, en réalité, ils ont déjà commencé", croit savoir pour sa part Diaa Rachouane, spécialiste égyptien des mouvements islamistes au Moyen-Orient, prédisant que Washington, dans un premier temps, pressera publiquement le Hamas d'édulcorer sa doctrine.

AP

Mohamed al Sayed Saïd, directeur adjoint du Centre d'études politiques et stratégiques Ahram du Caire, prédit qu'Israël se montrera plus pragmatique envers le Hamas que l'administration Bush, enfermée dans un rejet quasi idéologique du "terrorisme" d'un mouvement qui revendique son droit à la résistance.

AP

Irak

27-01

Ahmed Abdul Ghafour al-Samaraie, qui dirige l'agence gouvernementale irakienne chargée de la maintenance des mosquées et sanctuaires.

"Je voudrais dire aux Etats européens et à l'Amérique de respecter le choix du peuple", "Ce n'est pas la peine de se sentir provoqué et troublé. Toutes ces affirmations totalement inappropriées selon lesquelles" les membres du Hamas "sont des terroristes sont fausses".

AP

26-01

Iran :

Jihad-Daneshgari, organisation culturelle semi-gouvernementale iranienne, a félicité le Hamas pour cette victoire qui "rend furieux les dirigeants américains arrogants et ceux qui occupent Jérusalem".

liban : "Les Palestiniens ont donné leurs voix au parti qui a donné son sang", estimait pour sa part Ayyoub Muhanna,

(AP)

"En votant les Palestiniens ont choisi la résistance et montré qu'ils y étaient fidèles", a déclaré le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Hamid Reza Assefi, "La très forte participation aux élections est le signe de la volonté des Palestiniens de poursuivre la lutte contre l'occupant", a-t-il déclaré. "La République islamique d'Iran félicite le Hamas et tous les combattants palestiniens".

(afp- 14h16)

Japon

27-01

"Nous devons faire des efforts pour que le Hamas adopte une attitude dynamique par rapport au processus de paix", a déclaré Shinzo Abe, le chef de cabinet du Premier ministre japonais.

"Il est important que le Japon et la communauté internationale travaillent avec la Palestine et Israël afin que le processus de paix basé sur la 'feuille de route' ne soit pas retardé", a-t-il ajouté,.

AP

Liban

"Ce qui se dit en ce moment, à savoir que la victoire du Hamas porte un coup au soi-disant processus de paix, est faux. Rien n'était offert de toute façon aux Palestiniens, sinon de grandes prisons - Gaza et la Cisjordanie", note quant à lui Sateh Noureddine, éditorialiste au journal libanais As Safir.

(AP

Maroc

27-01

L'Occident doit respecter le choix du peuple palestinien, a déclaré pour sa part la plus importante organisation islamiste marocaine, Al Adl Wal Ihsane (Justice et bienfaisance).

(AFP)

Quatar

L'éditorialiste qatari Abdelaziz Mahmoud note : Les responsables du Hamas "sont aussi des êtres humains désireux de vivre en paix, donc je crois qu'ils engageront des négociations avec Israël, mais sur un pied d'égalité, pas comme l'Autorité palestinienne qui a fait beaucoup de concessions sans contreparties israéliennes", explique Mahmoud.

(AP

Syrie :

Parlant de "séisme", Mohammed Jalbout, accuse lui les Etats-Unis d'avoir indirectement ouvert la voie au Hamas en ne faisant pas assez pression sur Israël pour que soient mis en oeuvre les accords passés avec le gouvernement de Mahmoud Abbas. Ce qui aurait fait baisser la tension dans les Territoires palestiniens.

(AP)

3-4 Quartette

Victoire du Hamas

30-01

Annan. : "Le Quartette a conclu qu'il était inévitable que l'aide future soit révisée par les donateurs en fonction de l'engagement du gouvernement (palestinien) au principe de non violence, à la reconnaissance d'Israël et à l'acceptation des accords et obligations existantes, y compris la feuille de route",

(afp-22h23)

3-7 Ue

Victoire du Hamas

26-01

La Commission européenne coopérera avec le futur gouvernement palestinien "quel qu'il soit, du moment qu'il est déterminé à poursuivre ses objectifs de façon pacifique", a déclaré la commissaire européenne aux Relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner.

"J'ai déjà eu l'occasion de dire très clairement, quand on me posait la question de savoir quelle serait la position de la Commission si le Hamas entrait au gouvernement, que nous comptons coopérer avec un gouvernement palestinien quel qu'il soit, du moment qu'il est déterminé à poursuivre ses objectifs de façon pacifique", a dit la commissaire devant la commission des Affaires étrangères du Parlement européen.

"Il ne s'agit pas de partis politiques (...) mais de droits de l'Homme, de l'Etat de droit, des principes démocratiques", a-t-elle continué, estimant que l'UE devrait "se pencher sur cette question" du Hamas, notamment lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères

(afp- 09h46)

Pour l'année 2005, l'aide des Vingt-Cinq aux Palestiniens s'est élevée à 280 millions d'euros, dont un quart était destiné à un fonds international mis en place par la Banque mondiale. Pour 2006, l'aide de la Commission européenne doit tourner autour de 250 millions d'euros, dont l'essentiel sera acheminé par l'intermédiaire des agences

humanitaires de l'ONU et des organisations non gouvernementales (ONG). Outre cette aide globale, plusieurs Etats membres, à titre individuel, apportent des contributions séparées.

AP

29-01-

L'Union européenne ne pourra financer l'Autorité palestinienne que si le Hamas, renonce à la violence et reconnaît Israël, a déclaré Merkel après un entretien avec le Premier ministre israélien par intérim,

(Reuters)

3-8 Uk

3-8 Allemagne

Victoire du Hamas

29-01

La chancelière Merkel a assuré que tant que le Hamas n'aurait pas changé sa position envers Israël et le processus de paix, il serait "impensable" pour l'Union européenne de continuer à accorder des fonds à l'Autorité palestinienne.

(Reuters)

Autre Européens

27-01

(AFP) -

Le chancelier autrichien, Wolfgang Schüssel, président en exercice de l'Union européenne, a pour sa part déclaré que l'UE jugera le prochain gouvernement palestinien devant être constitué par le Hamas sur "sa contribution au processus de paix".

27-01

"Il est essentiel" que le Hamas "s'engage dans une solution négociée de paix et non dans une solution militaire ou terroriste", a déclaré le ministre danois des Affaires étrangères, Per Stig Moeller, en soulignant cependant que le Danemark "ne mettra pas un terme" à son aide aux Palestiniens de 15,3 millions euros par an.

27-01

(AFP) -

La Russie souhaite que le Hamas se prononce "pour un règlement pacifique et pour la création d'un Etat palestinien indépendant qui vivrait en paix avec Israël", a dit son émissaire au Proche-Orient, Alexandre Kalouguine.

(AFP)

3-10

Indonesie

27-01

Fauzan Al Anshori, porte-parole du Conseil des moudjahidines indonésiens (MMI), principal groupe islamiste indonésien, a qualifié la victoire du Hamas de "phénoménale".

(AFP)

4 Territoire palestinien occupé :

-
Palestine

.

5 juin 1967

en rose les territoires occupés il y a 38 ans

source: <http://www.arabs48.com/display.x?cid=6&sid=7&id=28587>

Détails de la lutte pour la libération du territoire

Pertes Ville non précisée

4-1 Détails par région

Cisjordanie (occupée par Israël depuis 1967)

30-01

Les forces israéliennes ont envahi lundi matin le camp de réfugié d'Azzeh d'Al à Bethléem. Selon des sources militaires israéliennes, ils recherchaient des Palestiniens sur leur liste "demandés". Selon des témoins oculaires, des dizaines de soldats israéliens ont pénétré par force dans plusieurs maisons ...

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13284

Jénine

Arraba, (sud-ouest de Jénine.)

31-01

Résistance pendant une opération militaire israélienne dans la région, Une trentaine de jeeps et deux bulldozers, appuyés par des hélicoptères, participaient à l'opération.

Durant l'accrochage 2 résistants ont été tués. (Nidal Abou Saada, 27 ans, et Ahmad Toubasi, 21 ans)

Des témoins palestiniens ont affirmé qu'un soldat israélien avait été grièvement blessé dans l'accrochage et évacué par hélicoptère vers un hôpital israélien.

(Une source militaire israélienne a confirmé qu'"il y avait des opérations militaires en cours à Arraba, et qu'un communiqué de l'armée serait ultérieurement publié...)

(afp- 14h20)

Ramallah

Bil'in, près de Ramallah ...

27-01

Deux résidents palestiniens, dont un enfant, et un activiste coréen, ont été blessés; tandis que trois résidents ont été arrêtés après que des soldats israéliens aient attaqué la manifestation pacifique hebdomadaire contre le mur de la honte dans le village de Bil'in, près de Ramallah ...

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=13227

Bande de Gaza

Khan Younés(sud de la bande de Gaza)

26-01

Aya al-Astal, neuf ans a été assassinée jeudi soir par des soldats israéliens

Aya s'est perdue dans la zone à l'est de Khan Younés (près de la frontière) et des soldats israéliens ont ouvert le feu sur elle", selon des sources sécuritaire et hospitalière.

(afp- 21h22)

4-2 Décompte des pertes humaines (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

2-1 Palestine :

Civils & résistants tués par les forces israéliennes ou les colons	: 4.264
Palestiniens blessés par les forces israéliennes ou les colons	: 45.644
Internationaux blessés (fait minimal) (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 149 (chiffre tout a
Arrêtés :	: 46.111
En prison :	: 9.200
Pacifistes en prison ou arrêtés ou blessés	: 90
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.265

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.078 (333
militaires/policiers)	
Israéliens blessés	: 5.960 (237
militaires/policiers)	

Chiffres tenu à jour par ML (suivant un décompte gouvernemental palestinien & Ap, Afp (pour la Palestine & Afp pour Israël)

Ces totaux sont obtenu par le recouplement (si possible) des chiffres des pertes communiqué par la résistance & les médias occidentaux + XINHUANET

5 Médias

5-1 Idan Landau : Décryptage des déclarations et expressions publiées dans les médias

« **Seule une démocratisation au sein de l'Autorité Palestinienne amènera la paix** ». Autrement dit : nous ne signons pas d'accord de paix avec des états ou des organismes non démocratiques. Voyez : nous avons signé avec l'Egypte et la Jordanie qui sont, comme on sait, c'est-à-dire... Soit.

« **Nous ne permettrons pas au Hamas de participer aux élections palestiniennes** ». Autrement dit : nous n'autoriserons pas une démocratisation au sein de l'Autorité Palestinienne, car seule une démocratisation amènerait la paix et, comme on sait, nous sommes opposés, c'est-à-dire... Soit.

« **Le Hamas n'est pas un partenaire pour la paix** ». Autrement dit, le Hamas est l'unique partenaire pour la paix et dès lors, il n'est pas un partenaire. Depuis l'écrasement de l'Autorité Palestinienne – félicitations à l'armée israélienne et aux corrompus du Fatah – le Hamas est le principal mouvement populaire parmi les Palestiniens. Et depuis la semaine passée, il est aussi le représentant politique de la majorité palestinienne. Autrement dit : l'unique partenaire pour la paix. C'est précisément pour ça qu'Israël s'obstine à dire que ce n'est pas un partenaire. Chaque partenaire qui avait la possibilité d'être un partenaire a été disqualifié en tant que partenaire précisément parce que les gouvernements israéliens, fondamentalement, n'ont jamais été des partenaires pour la paix. Et malgré cela, ils recherchent en permanence un nouveau partenaire : pour l'occupation, pour les blocs de colonies, pour les barrages.

« **Nous ignorerons un gouvernement Hamas** ». Et les rapports sur les avant-postes, et les rapports sur la pauvreté, et le déclin de l'enseignement, et la crise du système de soins de santé et de la protection sociale ; nous ignorerons tout ça et nous fermerons les yeux fort

fort fort, et pouf ! le monde sera de nouveau cet endroit rose et sucré qu'il était dans notre enfance.

« *Vous ne pouvez pas être un partenaire pour la paix si votre mouvement dispose d'une branche militaire* » (Georges Bush à propos du Hamas). Autrement dit : Israël ne peut être un partenaire pour la paix tant qu'il dispose d'une branche armée (l'armée de défense d'Israël). Pareil pour les Etats-Unis et tout autre état. Choisissez : une armée ou la paix. Pas les deux.

« *Il ne s'agit pas d'un incident innocent* ». Ainsi s'est exprimée l'armée israélienne à propos de Ayah Alsatal. Qui est Ayah Alsatal ? Tout simplement une fillette palestinienne de 7 (ou 9) ans. Ayah Alsatal est-elle une organisation terroriste ? Peut-être. Qui peut savoir ? Si elle n'était pas une organisation terroriste, pourquoi se baladait-elle jeudi soir avec un grand cartable sur le dos, près de la clôture du barrage de Kissoufim ? C'est quoi cette fillette et ce cartable ? Depuis quand des enfants portent-ils des cartables ? « *Il ne s'agit pas d'un incident innocent* ». Ayah a-t-elle crié « *Aïe !* » quand la balle l'a atteinte ? Peut-être, qui sait ? Mais sûrement pas les soldats de l'armée israélienne qui ont tiré sur elle dans l'obscurité. La procédure, c'est la procédure. Et puis quelle idée, Ayah, de te faire tuer justement le jour où le Hamas gagne aux élections ? Quelle malheureuse synchronisation. Tu as eu droit à un misérable petit titre en page 18. Oh, Ayah Ayah. Tu ne seras plus une partenaire.

Ynet (Yediot Aharonot), 29 janvier 2006 www.ynet.co.il/articles/0,7340,L-3207460,00.html

* *Idan Landau est professeur (de linguistique) à l'Université Ben Gourion, dans le Néguev*

6 Les brèves

6-1 Al Jazeeza & Leila : Israël a tué 791 enfants palestiniens au cours de la seconde Intifada

Dans un rapport publié ce 29 janvier 2006, le centre national palestinien des statistiques a montré que les enfants palestiniens de moins de dix huit ans ont été la cible privilégiée des forces israéliennes au cours de la seconde Intifada ; depuis le début de l'Intifada et jusqu'à la fin du mois d'octobre dernier, on a comptabilisé 791 enfants palestiniens tués, 28.822 blessés et plus de 4000 enfants emprisonnés dont 321 sont toujours dans les geôles israéliennes.

La plupart des enfants assassinés par l'armée sioniste sont des écoliers ; 75.3 % des tués sont des enfants de l'école primaire (soit 586 écoliers tués) et 24.7 % sont issus du secondaire.

Le rapport a précisé que le nombre d'enfants dans les territoires palestiniens s'élève à 1.977.591 enfants soit 52.5% de la population totale palestinienne.

La situation sanitaire

Le rapport a fait état de la dégradation de l'état de santé des enfants palestiniens. La proportion des pathologies respiratoires chez les malades de moins de cinq ans est de 15.2 % en Cisjordanie et 19.9 % à Gaza. Cette maladie est la première cause de mortalité chez cette catégorie d'enfants.

Les affections chroniques les plus fréquentes sont : le diabète, les maladies cardiaques, l'épilepsie et les malformations congénitales.

La situation alimentaire

Le rapport a indiqué que 64.4% des familles palestiniennes ont du mal à s'approvisionner en aliments de premières nécessités et 40% ont des difficultés pour accéder aux soins médicaux à cause du siège et des bouclages répétés.

Il a aussi rapporté que 38% des enfants entre 5 et six ans souffrent d'anémie, 35.5 % sont de la Cisjordanie et 41.6 % de Gaza.

Plus de 63% des palestiniens présentent de graves carences alimentaires à cause de la perte de leurs revenus. Pour pouvoir s'alimenter, 61.9 % des familles palestiniennes se sont endettées, 43.3% ont vendus leurs biens et 32.1 % ont eu recours aux aides alimentaires des organisations nationales et internationales.

Le rapport a indiqué que les conditions sanitaires prénatales des futures mamans sont la principale cause de la mortalité des nouveaux nés avec une proportion de 56.6 %, suivi des malformations 16.1%, de la leucémie 7% et des maladies respiratoires 6.3 % parmi les enfants morts.

L'éducation

Le nombre d'enfants scolarisés au cours de l'année 2004-2005 s'élève à 1.050.327. Le nombre d'élèves dans les établissements publics est de 70% contre 24 % dans des centres humanitaires et 6% dans le privé.

Le travail des enfants

Le nombre d'enfants entre 5 et 17 ans est de 1.313.700 enfants soit 34.9 % du nombre total d'habitants. Au cours de 2005 on compte 40.139 enfants travailleurs soit 3.1% du nombre total d'enfants.

Source Al Jazeeza

Avec la complicité de "leila palestine"

leila_palestine_libre@yahoo.fr

(lundi, 30 janvier 2006)

6-2 Khaled Mechaal : Portrait

28-01.

Khaled Mechaal, chef du bureau politique du Hamas, après l'assassinat par Israël en 2004 des principaux chef du mouvement, dont Ahmad Yassine et Abdelaziz Rantissi. se rendra la semaine prochaine dans la bande de Gaza., a annoncé Al-Quds, un journal palestinien
M. Mechaal vit en exil entre Damas et Doha. Il a été propulsé sur les devants de la scène après l'assassinat par Israël en 2004 du principal chef du mouvement, Ahmad Yassine et Abdelaziz Rantissi.

M. Mechaal a également été la cible d'une tentative d'assassinat, le 25 septembre 1997, dans une rue d'Amman, par des agents du Mossad, les services de renseignements israéliens, qui lui avaient injecté du poison.

Entré dans le coma, il avait été sauvé par l'intervention du roi Hussein de Jordanie qui avait exigé que le gouvernement israélien fournisse l'antidote en échange de la libération des auteurs de l'attentat.

7 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information
Marc

Le Hamas a dénoncé les menaces occidentales de suspension des aides en les qualifiant de "chantage".

7-1 Dossier M.Lemaire - Tour d'horizon des chantages contre le Hamas

(Le Hama dénonce les menaces occidentales de suspension des aides ")

27-01

Pour les analystes internationaux, il est indispensable que le Hamas, tiennent compte d'une communauté internationale qui détient les cordons de la bourse de l'entité autonome palestinienne

Selon les mêmes spécialistes, la reconnaissance du droit d'Israël à l'existence, concédée par le Fatah lors des négociations d'Oslo, est considérée par une majorité de Palestiniens comme irréversible.

(ats- 18:31)

USA

27-01

Bush a déclaré que les Etats-Unis couperaient les aides aux Palestiniens.

Il a cité l'aide directe que Washington a fourni ces dernières années à l'Autorité palestinienne soit (50 millions de dollars en 2005).

Mais aussi les programmes d'assistance humanitaire de l'agence américaine USAid (225 millions de dollars) et la participation des Etats-Unis au programme de l'ONU dans les Territoires palestiniens, l'UNRWA (88 millions de dollars).

(ats - 05:51)

Depuis 1993, les Palestiniens ont reçu des Etats-Unis plus de 1,5 milliard de dollars d'assistance économique par le biais de l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

En 2005, les USA ont versés 225 millions de dollars d'aide directe aux Palestiniens via USAID et 88 millions au Fonds des Nations unies pour les réfugiés palestiniens.

En outre, Washington a versé 70 millions d'aide directe à l'Autorité palestinienne après la levée décidée par Bush des restrictions américaines à l'octroi d'une aide directe à l'Autorité.

Pour 2006, les Etats-Unis aurait inscrit à leur budget 150 millions d'aide via USAID et 84 millions pour le Fonds de l'Onu.

UE

L'Union européenne (UE) jugera un prochain gouvernement palestinien devant être constitué par le Hamas sur "sa contribution au processus de paix", a déclaré le chancelier autrichien Wolfgang Schüssel, président en exercice de l'UE.

"Nous jugerons tout gouvernement et tout parlement palestiniens sur sa contribution au processus de paix, sur la reconnaissance d'Israël et sur la +théorie des deux Etats+ devant aboutir à la reconnaissance d'un Etat palestinien", a déclaré M. Schüssel dans un entretien à la radio publique ORF.

"L'UE est prête à soutenir un gouvernement palestinien qui s'engagera en faveur de la fin de violence et d'un règlement négocié du conflit au Proche-Orient", a par ailleurs déclaré la ministre autrichienne des Affaires étrangères, Ursula Plassnick, "Comme nous l'avons déjà à maintes reprises dans le passé, il n'y a pas de place dans le processus politique (au Proche-Orient) pour des personnes ou des groupes préconisant la violence", ajoute Mme Plassnik.

"Nous demandons de ce fait à toutes les forces politiques des territoires palestiniens qu'elles n'utilisent que des moyens politiques pour arriver à leurs fins, qu'elles renoncent à la violence et qu'elles reconnaissent le droit d'Israël à exister", conclut la présidente en exercice du conseil des ministres des Affaires étrangères de l'UE.

(afp & AP- 16h07)

Communauté internationale

"Le Hamas a remporté un nombre vraiment très important de votes et de sièges et la communauté internationale respecte toujours le résultat d'une élection démocratique et juste, mais ...

Le Hamas "doit cependant faire un choix", a-t-il souligné selon la traduction simultanée en turc de ses propos. "Est-ce qu'il parviendra à se transformer en un parti politique pacifique ? Si c'est le cas, il bénéficiera d'un soutien de la communauté internationale, qu'il aura mérité".mais

Le Hamas doit renoncer à la violence et reconnaître l'existence d'Israël, "Le Hamas doit comprendre que la renonciation de la violence va avec la démocratie", "C'est au Hamas de choisir",

"Mais s'il fait l'autre choix, s'il choisit la violence, la démocratie ne peut absolument pas transiger avec le terrorisme", selon Straw (ministre UK)

(afp 13h06)

UK

Blair a indiqué : "Nous reconnaissons bien sûr les mandats électoraux, mais en même temps, les gens doivent être clairs: nous ne pouvons traiter qu'avec ceux qui ont renoncé au terrorisme", avait ajouté le porte-parole lors de son point de presse quotidien.

(afp-13h32)

7-2 Point de vue de Manno Mauro : Le Hamas a vaincu : les ennemis de la justice et de la paix en Palestine en difficulté

Le Hamas a remporté les élections, et haut la main ! Le peuple palestinien a manifesté, encore une fois, sa volonté indomptable de résistance et sa soif de justice. Le plan sionisto-américain, auquel les dirigeants de la politique étrangère européenne s'étaient honteusement raccrochés, consistant à amener les Palestiniens à accepter leur ghettoïsation et leur confinement au-delà du mur de l'apartheid et dans le camp de concentration de Gaza et à se contenter d'un Etat sans aucuns droits sur seulement 8 % de leur patrie, ce plan a échoué lamentablement.

Il était pourtant bien ficelé, et fondé sur les objectifs suivants :

1) Amener les dirigeants historiques de la résistance palestinienne à accepter des tractations afin de pouvoir construire, de manière « réaliste », leur Etat indépendant sur 22 % du territoire de leur patrie (Cisjordanie, Gaza, Jérusalem Est). C'était le soi-disant « processus de paix », ou « processus d'Oslo ». La condition, pour être admis à ces tractations, c'était d' « accepter l'existence de l'Etat d'Israël » et de déposer les armes. A cette fin, des élections furent organisées dans les territoires occupés, et la direction de l'Autorité Nationale Palestinienne qui devait mener ces négociations fut élue. Pour l'ANP, ces tractations devaient être fondées sur les résolutions de l'ONU ; pour Israël, au contraire, elles devaient les annuler.

2) Laisser Israël mener ces tractations avec une lenteur exaspérante. Par mille ajournements. Avec des gouvernements changeant en permanence, dont notamment le gouvernement Netanyahou, né de l'assassinat de la soi-disant « colombe » Rabin, et le gouvernement Sharon (devenu ensuite gouvernement d'union nationale), arrivé au pouvoir avec le programme proclamé d'enterrer les pourparlers d'Oslo. Dans l'intervalle, laisser les divers gouvernements israéliens, de droite ou de gauche, peu importe, poursuivre la colonisation et les expropriations sur un rythme soutenu. Agissements qui démolissaient, sur le terrain, les « tractations » elles-mêmes. A la fin, il n'allait plus rien resté, sur quoi négocier. Cette offensive a enfin été complétée par la construction du mur, visant à délimiter l' « Etat » palestinien et d'en emprisonner les habitants.

3) Subventionner (USA, UE) la direction de l'ANP et la corrompre, afin de la discréditer aux yeux du peuple palestinien, de la détacher de ses racines historiques, d'en faire un instrument malléable et docile des plans sionisto-américains. Eviter qu'il puisse y avoir d'autres élections palestiniennes démocratiques (après celles qui s'étaient tenues au début du « processus de paix »), afin de pouvoir compter sur une direction de l'ANP de moins en moins liée au peuple et à sa résistance. Les Israéliens s'en sont remarquablement sortis en imposant des renvois continuels, et en favorisant l'appétit de pouvoir de certains dirigeants palestiniens.

4) Mettre l'ANP en accusation, pour sa corruption, l'affaiblir et la pousser à diviser le peuple palestinien, le tout, en exerçant un chantage au motif que la tractation était

inconciliable avec la résistance, pour laquelle la mission principale de l'ANP était de « combattre la violence » et le soi-disant terrorisme, c'est-à-dire la résistance populaire aux projets d'Israël. Si l'ANP ne l'avait pas fait, le robinet des « aides » aurait été fermé.

5) A tous ces éléments, Sharon avait pu, sans difficulté, ajouter une nouveauté bien à lui (aussitôt acceptée par les Etats-Unis et l'Europe) : l'impossibilité de négocier avec une Autorité palestinienne corrompue et incapable de combattre le « terrorisme » ou indolente au point de n'en rien faire. Cela comportait jusqu'à l'assassinat, au moyen de l'empoisonnement, d'Arafat, qui n'était pas disposé à céder complètement, et son remplacement par l'infiniment plus mou Abu Mazen.

6) Laisser intervenir continuellement l'armée israélienne d'occupation, pour éliminer (lire : assassiner), par « homicides planifiés » [assassinats extrajudiciaires] les dirigeants et les combattants de la résistance (Hamass, FPLP, Comités populaires, Jihad Islamique).

7) Faire en sorte que la propagande impérialiste, et en particulier la propagande des sionistes dans les médias occidentaux, continue à chanter les laudes de négociations de paix inexistantes (il n'y avait ni tractations, ni paix) et continue à en attribuer la lenteur à la « violence palestinienne », à la volonté secrète et non dite d'Arafat de « détruire l'Etat hébreu ».

Ces derniers temps, on a pu voir où ce plan nous a amenés. Pour les Palestiniens, il était impossible de continuer dans cette impasse tragique.

Les forces saines de la société palestinienne, les démocrates et par-dessus tout la résistance, ont imposé ces élections et ont manifesté de la manière que nous avons vue, et qui aura une portée certainement historique pour tout le Moyen-Orient, leur volonté d'en finir avec la MASCARADE DU « PROCESSUS DE PAIX ».

Israël, les Etats-Unis et l'Europe sont dans de sales draps. La seule chose qu'ils savent nous dire, c'est que ces élections porteront un coup mortel au « processus de paix ». Mais quel processus de paix ? Où elle est, la « paix » ? Et qu'ont-ils dit aux Palestiniens, depuis plus de dix années de tractations ? Israël a tout obtenu et encore un peu plus, les Palestiniens n'ont rien obtenu, et encore moins que rien. Le peuple palestinien, le plus opprimé qui soit sur terre, n'a pas de liberté, pas de bien-être, pas de paix, et il est en train de perdre le dernier lambeau de son territoire national. Mais à partir d'aujourd'hui, la musique va changer. Le Hamass et ses alliés, les forces de la résistance, représentent la volonté intègre et indestructible d'en finir avec l'hypocrisie occidentale. Désormais Israël, qui bien entendu dit ne pas vouloir traiter avec des « terroristes », entendez avec ceux qui résistent à l'occupation et à l'injustice criminelle sionisto-américaine, voit ses plans s'écrouler et devra décider s'il veut obtenir ou non une période de paix en cédant tous les territoires palestiniens occupés, ou bien s'il veut l'affrontement avec un gouvernement palestinien décidé à résister, y compris par les armes, à toute entourloupe.

Bien sûr, on dit : « Le Hamass n'accepte pas le droit à l'existence d'Israël. Mon Dieu, mais c'est terrible, apparemment ! Et alors, que disent les partisans hypocrites de la démocratie au Moyen-Orient ? Ils pensent - mais sans le dire - que c'était mieux, quand il y avait une Autorité

palestinienne qui gouvernait de manière dictatoriale (depuis plus de dix ans) sans rendre de comptes au peuple, au moyen d'élections. Ils se pressent sur le petit écran et « espèrent acquittés, » que le nouveau gouvernement palestinien saura « être réaliste », se rendra compte du

rapport des forces », renoncera au « terrorisme », à la « lutte armée », c'est-à-dire à la résistance. Le premier à sortir quelque chose dans ce genre a été ce serf idiot des Etats-Unis qu'est désormais devenu l'indigne secrétaire général de l'Onu Kofi Annan. « La démocratie ne peut se concilier avec la violence ».

Il a été suivi par Condoleezza Rice (véritable inspiratrice, en réalité, par ligne téléphonique directe, de la déclaration du Secrétaire général de l'Onu), puis ce fut le tour de Jack Straw, dont le nom signifie, pour qui connaît l'anglais : « homme de paille » !

Quelles conneries ! Les «démocraties» occidentales peuvent user de la violence et de la guerre pour envahir l'Irak, y faire la pluie et le beau temps, y causer 200 ou 300 000 morts, mais les peuples opprimés ne peuvent pas résister à l'occupation ni élire un gouvernement qui se charge de promouvoir la résistance ? Mais : ce n'est pas démocratique ! Les « démocraties » occidentales peuvent envahir, outre l'Irak, l'Afghanistan, y installer un gouvernement de marionnettes, elles peuvent bombarder la Serbie deux mois sans discontinuer, elles peuvent intervenir « humanitairement », mais néanmoins militairement en ex-Yougoslavie, au Kosovo, à la Grenade, elles peuvent intervenir au moyen de la subversion et du pouvoir de l'argent en Géorgie, en Ukraine et partout, elles peuvent menacer, et elles peuvent même. financer Abu Mazen, à l'occasion de ces dernières élections palestiniennes ! Et les Israéliens ne savent-ils pas, peut-être, concilier allègrement, depuis tout temps, leur « démocratie » d'apartheid avec une utilisation constante de la violence ?

Que faisaient-ils en Egypte, avec leurs blindés ornés de l'étoile de David, en 1956, durant une guerre qui ne les regardait en rien, étant donné qu'il s'agissait de la campagne de Suez, qui opposait l'Egypte, d'un côté, aux deux puissances coloniales de l'époque, la France et l'Angleterre, de l'autre ?

Que faisait au Liban la « démocratie » israélienne, en 1982, quand ce pays fut envahi, bien qu'il n'ait attaqué personne ? Invasion qui provoqua des milliers de victimes et les horribles massacres de Sabra et Chatila. Et comment la logique occidentale de la démocratie peut-elle expliquer la

violence quadragénaire d'Israël dans les territoires occupés ?

Hypocrisie, et encore hypocrisie. La vérité, c'est que, pour les impérialistes, la violence et la guerre, pour peu qu'elles soient le fait de l'Occident et d'Israël, sont de l' « autodéfense », relèvent de l' « intervention humanitaire » et « démocratique ». Alors que la résistance du Hamas et des opprimés, ça, c'est du « terrorisme ». Et voici que l'Occident brandit la menace de resserrer les cordons de la bourse ! De toute manière, ça n'est pas un problème : les Palestiniens peuvent aisément se passer de ces deniers de Judas, qui ne servent plus à rien. D'autre part, cet argent servait à corrompre les dirigeants de l'Autorité palestinienne et il n'en parvenait pas un seul centime au peuple palestinien, qui n'a jamais vu s'améliorer en quoi que ce soit ses conditions de vie. Outre corrompre, le fric américain et européen servait à payer la police palestinienne à réprimer la résistance et à défendre, non pas la population opprimée par la

violence criminelle des occupants, mais les colonies des sionistes intégristes, contre la colère de la résistance populaire. Cet argent avait un rôle fonctionnel, au service d'Israël. Mais voici que la victoire du Hamas et des forces populaires vient de mettre en difficulté les ennemis de l'humanité. C'était prévisible. Les signes annonciateurs de la tempête, pour qui voulait comprendre, étaient tous réunis. Durant la campagne électorale, au sein même de l'Autorité palestinienne, un secteur conséquent s'était rassemblé contre Abu Mazen, « autour de Marwan Barghouti, mis à l'écart dans une geôle israélienne parce qu'il était à la

tête des Palestiniens de l'OLP opposés aux concessions-capitulation. Il avait été opportunément mis hors combat (du point de vue israélien, s'entend), afin de ne laisser au sein de l'Autorité palestinienne que ceux qui étaient prêts à collaborer, et aussi de soustraire à Arafat un important allié.

Mais le Hamas a vaincu et, bien qu'il ait (presque) obtenu la majorité absolue, il formera un gouvernement d'union nationale, un gouvernement fort et prêt à lutter sous toutes les formes pour l'indépendance et la liberté des Palestiniens. C'est une nouvelle pièce du puzzle américano-sioniste du projet de « Grand Moyen-Orient » qui vient de se détacher. Les forces démocratiques et anti-impérialistes du monde entier s'en réjouissent.

L'accusation de « vouloir détruire Israël » portée contre le Hamas est en substance fautive, même si elle contient une petite parcelle de vérité. Pour la propagande occidentale, vouloir « détruire Israël » équivaut à vouloir un nouvel Holocauste ou à vouloir « rejeter à

la mer » tous les juifs de Palestine. C'est un mensonge. Dans une interview récente accordée à Silvia Cattori et publiée sur le Réseau Voltaire [voltairenet.org], le dirigeant du Hamas Mushir al-Misriyy affirme : « En ce qui concerne le rejet de l'existence d'Israël et le refus du maintien des juifs en Palestine, permettez-nous de faire une distinction entre les juifs en tant que tels, c'est-à-dire en tant qu'adeptes d'une religion, que nous respectons et avec lesquels nous avons en partage une histoire honorable à travers l'histoire islamique, et une occupation présente sur notre territoire. Le problème n'est donc pas un problème avec les juifs. Nous souhaitons la bienvenue aux juifs qui veulent vivre avec nous ; c'est là en l'occurrence une attitude permanente que nous constatons tout au long de l'histoire de l'Islam, y compris déjà à l'époque de notre Prophète, Muhammad (.). Non ; le problème, c'est qu'il y a une occupation qui pèse sur notre terre. Notre problème est donc avec cette occupation. (.)

Des allégations sont soulevées, autour du mouvement Hamas, selon lesquelles ce mouvement chercherait à jeter les juifs à la mer. Ce sont là des propos fallacieux, infondés. Nous respectons le judaïsme en tant que religion et les juifs en tant qu'êtres humains. En revanche, nous ne respectons pas une occupation qui nous chasse de nos terres et exerce à notre encontre toutes les formes d'agression, au moyen des armes les plus atroces, utilisées contre notre peuple palestinien. » Les juifs en tant qu'êtres humains, sont une chose. Tout autre chose est un Etat « exclusivement pour les juifs », un pays d'apartheid qui chasse les Palestiniens de leur terre. Le Hamas propose, par conséquent, un Etat unitaire, dans lequel les juifs et les Palestiniens puissent vivre en paix.

C'est clair. La petite parcelle de vérité, elle consiste en ceci : oui, ce dont il est question, c'est de détruire un pays régi par un système d'apartheid, et en aucun cas les habitants juifs dudit pays. Mais Israël, les Etats-Unis et l'Europe veulent - que dis-je ; exigent - que le Hamas et les Palestiniens reconnaissent Israël en tant qu'Etat juif, qu'ils reconnaissent l'« Etat » expansionniste des seuls juifs sur la terre palestinienne. Cette prétention ne se trouve même pas dans les résolutions de l'Onu. Mieux, dans la résolution 194 (décembre 1948), le retour des réfugiés palestiniens sur leurs terres et dans leurs maisons est prévu (750 000 personnes, en 1948).

Et alors, là, adieu à l'« Etat pour les seuls juifs » ! Remarquez l'hypocrisie occidentale à ce sujet : dans la résolution 273 (de mai 1949), l'Onu se déclare prête à reconnaître l'Etat d'Israël A CONDITION QUE CET ETAT APPLIQUE LES RESOLUTIONS PRECEDENTES. Mais Israël n'a JAMAIS mis en application la résolution 194. Mieux : les « pourparlers » d'Oslo devaient servir à « résoudre le problème des réfugiés », c'est-à-dire à effacer leur droit au retour, à effacer la résolution 194, toujours afin de conserver l'idée d'un Etat pour les seuls juifs, l'Etat raciste d'apartheid. Le Hamas est donc dans le camp du droit international, en plus d'être dans celui du droit sacro-saint qu'a tout peuple de résister à une occupation militaire étrangère. Ce sont les Etats-Unis, Israël et l'Europe qui ont tort et qui sont contre ce même droit et les mêmes résolutions, qu'ils votèrent, pourtant, en leur temps.

Après la victoire écrasante des forces populaires en Palestine, il nous incombe, à nous, les anti-impérialistes d'Occident, de dénoncer la propagande et les projets d'Israël et de ses alliés ; ainsi que de mettre en évidence leurs contradictions. Nous devons souligner que l'Occident s'est engouffré dans un tunnel sans issue, à cause de son appui inconditionnel au sionisme. Nous devons soutenir la résistance.

Renonçons, enfin, une bonne fois pour toutes, à cette prétention qui est celle de toute une partie du mouvement anti-impérialiste, de vouloir dicter sa politique aux peuples qui luttent pour leur liberté. Cette partie du mouvement est épouvantée par le Hamas, parce qu'il s'agit d'un parti islamiste. Tout peuple choisit ses propres dirigeants, et nous, nous devons veiller à la seule teneur de leur lutte. En substance, le combat du Hamas est un combat en vue de la liberté et de l'indépendance, et nous devons le soutenir inconditionnellement. Les présomptueux du mouvement pacifiste et anti-impérialiste

prendront bien garde de ne pas répéter les graves erreurs commises par le passé, sinon ils finiront par soutenir des gouvernements fantoches philo-impérialistes simplement parce qu'il s'agit de gouvernements « laïcs » et occidentalisés, mais néanmoins oppresseurs de leurs propres peuples.

Le sionisme lui-même est une force « laïque » (tout au moins, sur le plan formel) et « occidentale ». Il n'en opprime et n'en agresse pas moins. Même le gouvernement de Moubarak est « laïc » et « occidental », mais il n'en est pas moins réactionnaire et soumis à l'impérialisme américain.

Les authentiques militants anti-impérialistes comprennent que la situation au Moyen-Orient est en train d'évoluer très rapidement, aujourd'hui, en faveur des peuples opprimés, lesquels ont besoin de notre aide.

Alors : aidons-les !!

Source : Silvia Cattori

Traduit de l'italien en français par Marcel Charbonnier, membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique (transtlaxcala@yahoo.com). Cette traduction est en Copyleft.

7-3 Point de vue de Khaled Meshal. Nous ne vendrons pas notre peuple ou nos principes pour de l'aide étrangère.

Nous ne reconnâtrons jamais le droit à une puissance de voler notre terre et de refuser nos droits nationaux. Nous ne reconnâtrons jamais la légitimité d'un Etat Sioniste créé sur notre sol pour réparer les fautes des autres ou pour résoudre les problèmes des autres.

Mais si vous êtes disposés à accepter le principe d'une trêve à long terme, nous sommes disposés à en négocier les termes. Le Hamas tend une main de paix à ceux qui sont vraiment intéressés par une paix basée sur la justice.

Il bien connu que les Palestiniens font partie des peuples les plus politisés et les mieux instruits au monde. Quand ils sont allés voter mercredi dernier, ils étaient bien au courant de ce qu'on leur offrait et ceux qui ont voté pour le Hamas savaient bien ce que cela représentait.

Ils ont choisi le Hamas parce qu'ils se sont engagés à ne jamais renoncer aux droits légitimes des Palestiniens et parce qu'ils ont promis de s'embarquer dans un programme de réformes.

Il y avait des voix les avertissant, localement et internationalement, de ne pas voter pour une organisation étiquetée par les Etats-Unis et l'Union Européenne comme terroriste parce que ce droit démocratique leur coûterait l'aide financière fournie par les donateurs étrangers.

Le jour où le Hamas a remporté les élections palestiniennes démocratiques, les plus importantes démocraties du monde ont raté le test de la démocratie. Au lieu de reconnaître la légitimité du Hamas en tant que représentant librement élu du peuple palestinien, de saisir l'opportunité créée par les résultats pour soutenir le développement d'une bonne gouvernance en Palestine et pour rechercher des moyens pour mettre fin au carnage, les Etats-Unis et l'Union Européenne ont menacé le peuple Palestinien d'une punition collective pour avoir exercé son droit à choisir ses représentants parlementaires.

Nous sommes punis seulement pour notre résistance à l'oppression et notre tentative de recherche de justice. Ceux qui menacent d'appliquer des sanctions contre notre peuple sont les mêmes puissances qui sont à l'origine de notre souffrance et qui continuent à soutenir nos oppresseurs presque inconditionnellement.

Nous, les victimes, sommes pénalisés tandis que nos oppresseurs sont choyés.

Les Etats-Unis et l'Union Européenne auraient pu utiliser le succès du Hamas pour ouvrir un nouveau chapitre dans leurs relations avec les Palestiniens, les Arabes et les Musulmans et pour mieux comprendre un mouvement qui jusqu'ici a été vu en grande partie à travers les yeux des occupants Sionistes de notre terre.

Notre message aux gouvernements américains et européens est celui-ci :

Votre tentative de nous forcer à renoncer à nos principes ou à notre lutte est vaine. Notre peuple qui a donné des milliers de martyrs, les millions de réfugiés qui ont attendu presque 60 ans pour rentrer chez eux et nos 9.000 prisonniers politiques et de guerre dans les prisons israéliennes n'ont pas fait ces sacrifices pour rien.

Le Hamas a été élu principalement en raison de sa foi immuable dans l'inévitabilité de la victoire; et le Hamas est immunisé contre la corruption, l'intimidation et le chantage.

Alors que nous nous acharnons à avoir des relations amicales avec toutes les nations, nous ne cherchons pas des amitiés aux dépens de nos droits légitimes.

Nous avons vu comment d'autres nations, y compris les peuples du Vietnam et de l'Afrique du Sud, ont persisté dans leur lutte jusqu'à l'accomplissement total de leur quête de liberté et de justice. Nous ne sommes pas différents, notre cause n'est pas moins digne, notre détermination n'est pas moins profonde et notre patience n'est pas moins importante.

Notre message aux nations Musulmanes et Arabes est celui-ci :

Vous avez la responsabilité de vous tenir aux côtés de vos frères et sœurs palestiniens dont les sacrifices sont faits au nom de vous tous. Notre peuple en Palestine ne devrait pas avoir à attendre de l'aide des pays qui lient des conditions humiliantes à chaque dollar ou euro qu'ils donnent en dépit de leur responsabilité historique et morale dans notre situation difficile.

Nous espérons que vous interviendrez pour pallier à toute perte d'aide des Palestiniens et nous demandons que vous leviez toutes les restrictions sur les institutions de la société civile qui souhaitent financer la cause palestinienne.

Notre message aux Palestiniens est celui-ci :

Notre peuple n'est pas seulement composé de ceux qui vivent assiégés en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza mais aussi des millions qui languissent dans des camps de réfugiés au Liban, en Jordanie et en Syrie et les millions éparpillés à travers le monde incapables de rentrer chez eux.

Nous vous promettons que rien au monde ne nous découragera afin de poursuivre notre but que sont la libération et le retour. Nous n'épargnerons aucun effort pour travailler avec toutes les factions et institutions afin de mettre de l'ordre dans notre maison palestinienne. Après avoir gagné les élections parlementaires, notre objectif à moyen terme est de réformer l'OLP afin de rétablir son rôle en tant que véritable représentant de tous les Palestiniens, sans exception ou discrimination.

Notre message aux Israéliens est celui-ci :

Nous ne vous combattons pas parce que vous appartenez à une certaine foi ou culture. Les Juifs ont vécu dans le monde Musulman pendant 13 siècles en paix et en harmonie. Dans notre religion, "le peuple du livre" qui a un engagement avec Dieu et son messager Muhammad (que la paix soit sur lui) doit être respecté et protégé.

Notre conflit avec vous n'est pas religieux mais politique. Nous n'avons aucun problème avec les juifs qui ne nous ont pas attaqués ; notre problème est avec ceux qui sont venus sur notre terre, se sont imposés à nous par la force, ont détruit notre société et banni notre peuple.

Nous ne reconnâtrons jamais le droit à une puissance de voler notre terre et de refuser nos droits nationaux. Nous ne reconnâtrons jamais la légitimité d'un Etat Sioniste créé sur notre sol pour réparer les fautes des autres ou pour résoudre les problèmes des autres. Mais si vous êtes disposés à accepter le principe d'une trêve à long terme, nous sommes disposés à en négocier les termes.

Le Hamas tend une main de paix à ceux qui sont vraiment intéressés par une paix basée sur la justice.

Khaled Meshal.

Khaled Meshal est le responsable du bureau politique du Hamas - hood88@hotmail.com

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=4224&type=analyse&lesujet=Réformes>

<http://www.ism-france.org>

ou

<http://www.ism-suisse.org>

Source : The Guardian.

Traduit pour ISM par MG

7-4 Point de vue de M. A. Muqtedar Khan : La victoire du Hamas est bonne pour tous. Après le 11/9, la politique étrangère américaine au Moyen-Orient a adopté un virage à 180 degrés sur la démocratie. Reconnaisant que la stabilité - l'objectif politique jusque là - ne garantissait pas la sécurité, l'administration Bush s'est engagée à promouvoir la démocratie au Moyen-Orient, travaillant sur la supposition que la démocratie est un antidote au terrorisme. C'est peut-être vrai.

Quelle publicité, pour l'idée que la démocratie transforme les terroristes en politiciens, est-elle plus spectaculaire que la victoire électorale du Hamas dans l'élection palestinienne de la semaine dernière ?

Depuis sa formation en 1987, le Hamas est devenu le pire obstacle aux objectifs américains et israéliens dans la région. Dans les Territoires palestiniens, le Hamas est un quasi-Etat fournissant plusieurs services sociaux, notamment écoles et cliniques, et il assure même localement la direction des affaires publiques et les fonctions de sécurité. Il a déversé des centaines d'attaques terroristes contre Israël, y compris des poseurs de bombe kamikazes causant de lourdes pertes civiles. Toutefois, il maintient un cessez-le-feu depuis février 2005.

Bien que ce fut une surprise, la victoire électorale du Hamas est compréhensible. D'abord, le Hamas a été, pendant plus d'une décennie, la seule réponse palestinienne à l'armée israélienne et aux opérations de construction de colonies. Deuxièmement, il a fourni des services sociaux que ni l'Autorité Palestinienne - le destinataire des aides américaines et européennes et des taxes palestiniennes - ni l'occupant israélien ne fournissent. Enfin, la corruption totale de la l'Autorité Palestinienne et l'incapacité de Mahmoud Abbas - le choix de l'administration Bush - à apporter quelque chose, que ce soit un gouvernement ou la liberté, a fait du Hamas un choix plus attirant pour les Palestiniens.

La victoire du Hamas indique non seulement le rejet de la corruption de l'Autorité Palestinienne, mais rappelle aussi que la feuille de route vers la paix n'a pas soulagé la souffrance et l'humiliation quotidiennes que subissent les Palestiniens. La promesse de paix que le retrait israélien de Gaza a générée a été perdue, puisque le chômage atteint presque 50% et que le territoire est au bord du chaos avec un A.P. échouant à apporter la loi et l'ordre, ainsi qu'à lancer toute initiative majeure de développement.

La victoire du Hamas n'est pas seulement un vote négatif contre l'A.P. ; au moment - même où les Israéliens se sont tournés vers Ariel Sharon après l'échec du processus de paix en 2001, les Palestiniens, eux aussi, se sont désormais tournés vers le Hamas après l'échec de la feuille de route, à la recherche d'une alternative. La feuille de route a été un tel échec qu'Israël, sous Sharon, l'avait déjà abandonnée pour poursuivre un programme unilatéral de séparation en se retirant de Gaza et en construisant un mur en Cisjordanie entre les deux populations.

Washington et Tel-Aviv ont tous deux exprimé leur consternation et leur inquiétude face à la tournure de ces événements et déplorent la perte d'un partenaire pour faire la paix.

Alors que Condoleeza Rice a exprimé la volonté des Etats-Unis de continuer à travailler avec Mahmoud Abbas sur tous les sujets, y compris le processus de paix, Israël a réitéré sa réticence à travailler avec le Hamas. Israël et les Etats-Unis maintiennent que tant que l'objectif du Hamas reste la destruction d'Israël, il ne peut pas être un partenaire dans un processus de paix qu'il rejette explicitement.

Si je reconnais que la situation est potentiellement explosive avec le Hamas, je suggère avec humilité que la victoire du Hamas pourrait bien s'avérer être bénéfique à toutes les parties concernées. On dit généralement qu'un accord de paix qui est acceptable pour le Likoud est acceptable pour tous, aux Etats-Unis et en Israël. De la même manière, un accord de paix qui est acceptable pour le Hamas sera acceptable pour tout le monde arabe et musulman. Alors, une organisation qui s'est engagée à la destruction d'Israël négociera-t-elle ? Le Hamas a toujours négocié avec l'UE, les Etats-Unis [indirectement] et avec d'autres interlocuteurs arabes. Le cessez-le-feu actuel, en place depuis février 2005, est un résultat négocié. Alors que les Etats-Unis, Israël et le Hamas peuvent souhaiter éviter de négocier ouvertement, étant donné leurs discours passés, il est toujours possible de négocier par des intermédiaires. L'UE et l'Egypte peuvent jouer ce rôle d'intermédiaires. De façon ironique, Israël pourrait désormais avoir un véritable partenaire pour la paix, puisque le Hamas peut tenir l'engagement que l'A.P. n'a pu jamais promettre : la fin du cauchemar des poseurs de bombe suicides.

L'empêcheur de tourner en rond est maintenant en selle et il va devoir changer sa conception des choses et sa politique s'il désire rester en selle. Israël et les Etats-Unis doivent affronter cette situation avec prudence, sans perdre leur calme, et donner au Hamas le temps et l'espace nécessaire pour trouver un moyen de modifier son programme et un chemin vers la table des négociations en sauvant la face.

Les déclarations récentes du Président Bush et des chefs de file du Congrès, menaçant de stopper l'aide au gouvernement palestinien, sont contre-productives. On a l'impression que les Etats-Unis punissent les Palestiniens pour avoir pris au sérieux les appels à la démocratie et que ce ne sera qu'une chose de plus que font les Etats-Unis pour rendre la vie des Musulmans misérable. De plus, l'Iran va entrer dans la danse et combler le fossé. Il accroîtra ainsi son influence et réduira l'influence des Etats-Unis sur le nouveau gouvernement palestinien.

Le Hamas a promis d'exercer un gouvernement efficace et sans tâches et il ne peut le faire sans une coopération au jour le jour avec Israël. Jusqu'à présent, le Hamas a compté sur le financement de sympathisants islamistes dans le monde arabe pour soutenir ses activités limitées. Mais pour gouverner les Territoires, il aura besoin de l'aide financière de l'UE [\$600 millions] et des Etats-Unis [\$450 millions en 2005], ainsi que des taxes collectées par Israël [\$50 millions en janvier 2006]. Il ne peut pas être efficace sans le soutien et la coopération de ces trois acteurs, et il devra donc trouver un moyen de calmer les craintes israéliennes et de gagner sa coopération. Dans un sens, le désir du Hamas de devenir un acteur politique, et sa victoire électorale, est une victoire pour Israël. Pour la première fois, Israël peut exercer une influence directe sur le Hamas. Si les promesses du Hamas s'avèrent aussi vides que celles de l'A.P., Israël pourra accuser le Hamas d'être inefficace et incompetent et les Palestiniens qui ont placé de grands espoirs que leurs vies s'améliorent pourront rapidement se retourner contre le Hamas.

La victoire du Hamas apporte aussi une grande crédibilité à la revendication de Washington selon laquelle les Etats-Unis sont sérieux à propos de la démocratie au Moyen-Orient. Cela contredit les Djihadistes que les Etats-Unis sont contre l'Islam. Après tout, le Président Bush a non seulement consacré l'Islam dans les constitutions de deux nations - l'Irak et l'Afghanistan -, il a facilité le chemin vers le pouvoir aux Islamistes, d'abord en Egypte et à présent en Palestine.

De toute manière, rien de sérieux ne peut arriver avant les élections israéliennes en mars prochain. C'est une bonne occasion pour toutes les parties de décompresser jusque là et de réfléchir aux nouvelles réalités. Si le volume sonore de la rhétorique reste faible, cela aidera. Le Hamas doit maintenir le cessez-le-feu et se concentrer sur le gouvernement. Israël doit reconnaître que la paix entre les Arabes et les Juifs ne peut pas être fragmentaire. Elle devra être une paix dans la région entre tous les Juifs [de gauche comme de droite] et tous les Arabes [laïques et islamistes].

Nous avons à présent une nouvelle fenêtre d'opportunité pour faire des progrès dans ce conflit. Ne la gâchons pas !

* * *

L'auteur de cet article est professeur-assistant au Département de Science Politique et des Relations Internationales à l'Université du Delaware. Il est aussi l'auteur de *Jihad for Jerusalem : Identity and Strategy in International Relations*.

Traduit de l'anglais par Jean-François Goulon

Sources : Questions critiques

Posté par Adriana Evangelizt

7-5 Point de vue de CAPJPO-EuroPalestine : Cela commence à bien faire

Cela commence à bien faire : le mur des lamentations depuis la victoire du Hamas aux élections et son cortège d'explications, de regrets, de mises en garde et de pseudo inquiétudes sur "l'islamisme radical" et "pour le bien des Palestiniens" a assez duré.

Nous en avons assez de lire et entendre des inepties du genre "cela va donner un prétexte à Israël pour ne pas négocier", ou les interrogations telles que "Le Hamas va-t-il accepter de désarmer ?" ou "Va-t-il accepter de reconnaître Israël ?" .

Tant de mauvaise foi nous sidère et pourtant, nous commençons à être assez blindés de ce côté.

Depuis leur annonce, nous avons apporté plusieurs éclairages, sur notre site

<http://www.europalestine.com>

concernant les résultats des élections palestiniennes. Il nous semble aujourd'hui essentiel de rappeler quelques points :

Tout d'abord qu'Israël n'a jamais eu besoin du moindre prétexte pour refuser la paix, pour continuer à coloniser et occuper les territoires palestiniens. Les dirigeants israéliens ne se sont pas gênés pour diaboliser le l'OLP, le Fatah, Yasser Arafat et déclarer qu'il n'étaient pas des interlocuteurs valables. Quant à Mahmoud Abbas, Sharon le traitait ouvertement et publiquement de "poule mouillée" et le ridiculisait, le mettant constamment en porte à faux vis-à-vis de sa population en l'amenant à faire toujours plus de concessions alors que les Palestiniens étaient chaque jour plus étranglés et martyrisés.

Si Israël avait voulu faire la paix et vivre en sécurité, si Les Etats-Unis et l'Europe avaient voulu de la paix au Proche-Orient, nous l'aurions depuis longtemps, puisque cela fait maintenant près de 20 ans que les dirigeants palestiniens ne revendiquent un Etat indépendant que sur 22 % de leur terre initiale, c'est à dire la Cisjordanie, Gaza, Jerusalem Est, avec l'établissement de communications entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie.

Comment peut-on se permettre de demander au Hamas s'il va reconnaître Israël alors qu'Israël refuse, en revanche, de se reconnaître, c'est à dire de fixer les frontières de son pays ?

Pourquoi ne demande-t-on pas au Hamas : "Seriez-vous prêts à accepter une force de paix internationale sur la ligne verte ?" . On ne leur demande pas parce que la réponse d'Israël à cette question est NON ! Israël qui ne jure que par sa sécurité, refuse obstinément les propositions européennes et américaines d'envoi d'une force internationale sur les frontières reconnues par le droit international.

On demande au Hamas, qui vient de cesser toute opération militaire pendant un an, respectant une trêve qu'Israël n' a cessé de violer durant la même période : "Etes vous d'accord pour renoncer aux armes ?" . Qui a posé cette question à n'importe lequel des dirigeants israéliens ? Ainsi on voudrait qu'Israël puisse continuer à utiliser les tanks, les bombes, les missiles et toute l'artillerie lourde, pour maintenir son occupation, mais que le Hamas, renonce lui à la résistance armée contre l'occupant, qui est parfaitement légale. Il est vrai qu'il n'est pas utile de demander aux dirigeants israéliens "Comptez vous faire cesser l'occupation ?", puisque Ehoud Olmert a pris les devants et fait savoir qu'il ne renoncerait jamais "aux blocs de colonies juives, ni à Jérusalem Est".

Y a-t-il eu un seul journaliste pour lui demander : "Comptez-vous renoncer à la

construction du Mur jugé illégal par la Cour internationale de Justice ?". Non. Pourquoi ? Venons-en à l'épouvantail de l'"islamisme", assorti de l'épithète "radical", pour faire bonne mesure et nous convaincre non seulement qu'Israël ne pourrait en aucun cas négocier avec "ces gens là", mais que les pauvres Palestiniens qui restaient encore défendables vont connaître l'enfer. Là encore, le festival d'hypocrisie n'est pas triste. Tout d'abord, permettons-nous de poser la question : depuis quand les gouvernements occidentaux se gênent pour entretenir de très bonnes relations avec des régimes islamistes, et des plus intégristes, quand cela les arrange ?

Le commerce se porte bien, comme chacun sait avec l'Arabie saoudite et d'autres Etats gouvernés par des islamistes.

Et pourquoi ne se met-on pas à plaindre les Israéliens qui sont obligés de vivre dans un Etat religieux où la religion fait la loi à tous les niveaux. Les "signes ostatoires" de la religion juive n'y sont pas encore obligatoires partout, mais la religion est imposée y compris aux juifs qui sont athées ou non pratiquants.. Ainsi seul le mariage entre juifs, prononcé par un rabbin, est reconnu en Israël pour les juifs. Tout autre mariage n'a aucune valeur. Le mariage civil n'y existe pas, pas plus que divorce civil. Si vous n'êtes pas circoncis par un religieux, vous ne serez pas reconnu comme juif et ne pourrez pas bénéficier de vos divers droits de citoyen

(allocations familiales...) Israël est un Etat religieux, et en outre raciste, puisqu'il ne reconnaît pas les mêmes droits à ceux qui ont la citoyenneté israélienne, qui sont nés sur le même sol, dont les parents et ancêtres sont nés sur le même sol, mais qui ne sont pas juifs.

Aujourd'hui, plus de 40 % des enfants israéliens sont scolarisés dans des écoles non laïques, où la religion occupe une place prépondérante, et où on enseigne aux enfants qu'ils font partie du peuple élu et que tous les arabes sont leurs ennemis. Cela ne fait froid dans le dos à personne parmi nos amoureux éperdus de la laïcité ?

Enfin, pourquoi ne pas donner au Hamas la possibilité d'être jugé sur ses actes ? Il promet dans ce domaine de ne forcer personne, dans les territoires palestiniens à se plier aux préceptes du Coran. Les Palestiniens ne sont pas des enfants que l'on peut facilement obliger à faire ce qu'ils n'ont pas envie de faire. Ils l'ont assez prouvé au cours de ces décennies.

Le Hamas, "radical", a par ailleurs fait des déclarations fort claires après ces élections. Son dirigeant, Mahmoud Zahar a réitéré sur CNN, à Wolf Blitzer, rédacteur en chef de la chaîne américaine, la proposition faite par son mouvement à Israël : fin de l'occupation des territoires occupés en 1967, établissement d'un Etat palestinien sur ceux-ci, et trêve des armes de longue durée. Qu'est-ce que cela a de "radical" ?

Les Palestiniens veulent donner leur chance aux militants du Hamas, car ils ont été déçus non seulement par la corruption de certains de leurs dirigeants, mais surtout parce qu'ils ont cessé de résister à l'occupant en acceptant de faire ses quatre volontés pendant que ce dernier aggravait la situation du peuple palestinien. On nous dit que l'Autorité palestinienne "avait choisi la voix du compromis historique et des négociations". En 1993, certainement. Mais plus de 10 ans après. Ce qu'ont choisi certains dirigeants palestiniens c'est de se livrer pieds et poings liés à l'occupant, sans aucune contrepartie, sinon quelques avantages matériels pour certains d'entre eux.

Non seulement, ils n'ont jamais fait appel à la mobilisation populaire en Palestine, ni à celle de la communauté internationale, mais ils ont été jusqu'à approuver la visite de Sharon en France et ses nouveaux habits d' "homme de paix" ; ils ont même réprimandé les opposants tunisiens qui avaient manifesté contre l'invitation faite par Benali à Sharon ! Et on voudrait que les Palestiniens ne les sanctionnent pas !

Non, il ne suffit pas de vanter le sens de la démocratie des Palestiniens, démocratie que l'on feint de découvrir au moment des élections, comme s'il s'agissait de sauvages n'ayant pas encore intégré les bienfaits de la colonisation, le reste du temps.

Il faut refuser le bourrage de crâne.

Il faut exiger qu'Israël soit placé sur la liste des pays terroristes, qu'un mandat d'arrêt international soit

lancé à l'encontre de tous les criminels israéliens à la tête du gouvernement et de l'armée, tous ceux qui tuent, torturent, démolissent les maisons, déracinent les oliviers, essaient par tous les moyens de déstructurer la société palestinienne et d'y introduire le chaos.

Il faut refuser que ce gouvernement terroriste continue non seulement à occuper les territoires palestiniens, mais qu'il se permette en plus d'empêcher les Palestiniens de gérer ensemble et de manière démocratique l'issue de ces élections. Le Hamas souhaite, et l'a exprimé, gouverner avec l'ensemble des composantes politiques palestiniennes.

Israël et les Etats-Unis mettent en revanche la pression sur le Fatah pour qu'il pestifère le Hamas, afin de créer le chaos. Nous espérons qu'il y aura suffisamment d'hommes et de femmes déterminés, au sein du Fatah, à ne pas se soumettre aux volontés destructrices de l'occupant. Même si nous savons, les uns et les autres, qu'il ne peut y avoir de véritable "pouvoir", "autorité" ou "gouvernement" palestinien sous occupation, personne n'a le droit de choisir les dirigeants palestiniens à leur place.

Amicalement,

CAPJPO-EuroPalestine(site : <http://www.europalestine.com>)

écrit le 31-01. (mail de olivia zemor)

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Intro pour Tribunes et décryptages - 30 janvier 2006 :

Voltaire : Hamas : les prévisions déçues des experts médiatiques

Décryptage :

« *Séisme politique* », « *bombe électorale* », « *processus de paix compromis* », « *victoire des terroristes* », la presse *mainstream* a réagit avec virulence et une apparente panique à la victoire électorale du Hamas aux élections législatives palestiniennes. La plupart des experts médiatiques n'avaient pas vu, ou pas voulu voir, le mouvement d'opinion des Palestiniens, rejetant le Fatah et ses dirigeants corrompus par les forces d'occupation. Bien que, selon des études concordantes, moins de 15 % des Palestiniens souhaitent une transformation de leur société sur le modèle islamiste, ils ont été cinq fois plus nombreux à voter pour le mouvement islamiste, qui incarne désormais à leur yeux la résistance à l'oppression. Le Fatah, dont l'idéologie laïque reste majoritaire, s'est irrémédiablement déconsidéré en prônant l'abandon de la lutte armée à peine Yasser Arafat inhumé. La panique des éditorialistes « occidentaux » est à la hauteur de l'aveuglement des experts médiatiques qui pensaient les trucages électoraux suffisants pour relativiser la victoire du Hamas et l'empêcher d'obtenir la majorité des sièges. Aucun effort n'avait en effet été négligé par Israël et les États-Unis pour fausser le scrutin : financement massif du Fatah par l'USAID, assassinat de candidats islamistes par Tsahal, interdiction de vote imposée à 94 % des électeurs de Jérusalem Est par Israël. C'est pourquoi tous s'accordaient pour penser que le Hamas ne pourrait obtenir qu'un strapontin dans un gouvernement d'union nationale. Il serait alors obligé de se « responsabiliser », et de faire le chemin pratiqué par le Fatah avant lui. Il était même envisageable de voir implorer le Hamas entre un courant « pragmatique » converti aux vertus de la négociation telle qu'elle est envisagée dans la « feuille de route » et une aile armée radicale privée de soutiens et isolée.

Cette approche était développée par le professeur d'Oxford, Hussein Agha, et l'ancien envoyé spécial de Bill Clinton pour les relations israélo-arabes, Robert Malley. Dans une tribune publiée dans *The Guardian*, le *Boston Globe*, l'*International Herald Tribune* et *The Age*, les deux auteurs faisaient part de leur espoir d'intégrer en douceur le Hamas à la politique suivie par le Fatah, un point de vue que les deux analystes avaient déjà développé en mai 2005. Jusqu'alors, le Hamas pouvaient être loué pour les services rendus aux Palestiniens. Mais MM. Agha et Malley, assuraient qu'une fois associé au pouvoir, il serait à son tour rendu responsable des mauvaises conditions de vie de la

population et que, pour les améliorer, il devrait adoucir sa position vis-à-vis d'Israël ou exploser entre une aile radicale et un courant plus accommodant avec Tel-Aviv.

Comme on le voit, la plupart des analystes médiatiques, espérait surtout que les élections ne changent pas grand chose à la politique suivie par l'Autorité palestinienne et que Mahmoud Abbas sorte renforcé, d'une manière ou d'une autre, de ce scrutin. Pour le député du Yahad et principal négociateur israélien des « accords de Genève », Yossi Beilin, un renforcement de Mahmoud Abbas est avant tout essentiel pour l'avenir électoral de son parti et de la gauche israélienne qui prépare les élections du 28 mars. Dans *La Vanguardia*, il pronostique une victoire de Kadima, le parti d'Ariel Sharon et Ehud Olmert. Toutefois, ce parti ne pourra pas gouverner seul. M. Beilin estimait donc que si une coalition « pragmatique » l'emportait en Palestine, Kadima s'allierait avec les travaillistes et son parti et des négociations pourraient reprendre. En revanche, si le Hamas l'emportait, Kadima s'allierait sans doute avec le Likoud sans possibilité de négociation. Ce faisant, le député israélien reconnaissait implicitement que les personnes à la tête de l'Autorité palestinienne n'avaient pas d'importance, tout dans les relations israélo-palestiniennes dépend de la coalition au pouvoir en Israël.

Toutefois, la rhétorique de la « démocratisation » du Proche-Orient a ses limites et la réaction des États-Unis et de Tel-Aviv aux résultats des élections l'a bien vite montré. Avant le scrutin, l'USAID, avait ainsi largement financé la campagne du Fatah afin de contrer l'extrême popularité de son concurrent islamiste. Sitôt les résultats connus, les États-Unis et leurs alliés ont remis en cause la poursuite de l'aide humanitaire versée à l'Autorité palestinienne, tandis qu'Israël a d'ores et déjà gelé les fonds de l'Autorité palestinienne, interdisant également aux élus du Hamas de se déplacer entre Gaza et la Cisjordanie. Ainsi, après avoir réussi à acheter des leaders du Fatah, mais avoir échoué à acheter les électeurs palestiniens, Washington et Tel-Aviv ont décidé de ruiner l'Autorité palestinienne et d'empêcher le gouvernement issu des urnes d'exercer ses responsabilités. Le président états-unien George W. Bush a commenté les résultats électoraux lors d'une conférence de presse. Il les déplore sans les remettre en cause et affirme que les États-Unis ne discuteront jamais avec un groupe prônant la destruction d'Israël. Il dément avoir aidé le Fatah via l'USAID, mais réitère son souhait de voir Mahmoud Abbas rester en poste. Il est intéressant de noter que la position de George W. Bush est totalement paradoxale. En effet, le Hamas ne prévoit pas la destruction d'Israël dans sa charte, en revanche, le Fatah de Mahmoud Abbas avait fait de cette destruction un de ses objectifs, objectif qui fut abandonné après la signature des accords d'Oslo entre Rabin et Arafat en 1993. Il est donc non seulement possible de négocier avec un groupe affirmant souhaiter la destruction d'Israël mais cette remarque ne s'applique pas au Hamas. Les médias *mainstream* n'ont pas relevé cette incohérence. La plupart ont au contraire abondé dans le sens du président états-unien en adaptant à la nouvelle majorité parlementaire palestinienne le mythe de « l'absence de partenaire arabe » dans les négociations de paix qui avait autrefois si bien fonctionné contre Yasser Arafat. La plupart des quotidiens ont ainsi dramatisé la victoire du Hamas, consacrant une bonne part de leurs pages à la dénonciation des crimes du Hamas et aux condamnations, justifiées, des attaques contre les civils mais sans se donner la peine de rappeler le contexte de l'occupation et les crimes commis par Tsahal.

Sans surprise, l'extrême droite états-unienne va encore plus loin. L'administrateur de l'U.S. Institute of Peace et président du Middle East Forum, Daniel Pipes, appelle ainsi à un isolement du Hamas et de l'Autorité palestinienne dans le *National Post* et *The Australian*. Pour lui, cette élection est comparable à celle d'Hitler en 1933 en Allemagne,

il appelle donc à ce que « l'Occident » punisse les Palestiniens pour leur choix. Il estime également qu'il faut tirer les conséquences de cette élection pour toute la région et qu'il faut ralentir le processus de « démocratisation » du Proche-Orient afin de faciliter l'éradication de « l'islam radical ». L'auteur marque donc son opposition au soutien d'une partie des élites états-uniennes à des mouvements fondamentalistes pour remodeler la région.

Partageant les conclusions de Daniel Pipes, l'analyste néo-conservateur Joel Mowbray a lui aussi demandé l'isolement de l'Autorité palestinienne tout en se réjouissant de la victoire du Hamas dans le *Washington Times*. Pour lui, Le Fatah était pire que le Hamas puisqu'il était apparemment engagé dans la feuille de route tout en menant des opérations terroristes avec les Brigades des martyrs d'Al Aqsa, Israël avait des devoirs vis-à-vis de cette organisation qu'il n'a plus avec le Hamas, il y a donc une raison de se réjouir.

9 Annexes

Pour vous rendre compte de l'état d'esprit et la haine de certains journalistes et analystes , voici 2 articles :

le premier est de Alain Hertoghe, (hebergé par AgoraVox, le journal média citoyen qui vous donne la parole. ...)

Le second est de Pascal Boniface (**IRIS**)

1) Alain Hertoghe : La démocratie kamikaze des Palestiniens

Aussi choquante que soit la victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes, qui devait être confirmée jeudi soir, cette demi-surprise constitue aussi une bonne nouvelle.

Le succès électoral du Mouvement de la résistance islamique apparaît évidemment révoltant. Car il signifie que les Palestiniens se sont déplacés aux urnes en masse pour donner une majorité au parti des assassins, des terroristes et des kamikazes, responsable de la mort de centaines de civils israéliens et voué à la destruction de l'Etat hébreu. Mais l'irruption du Hamas sur la scène électorale répond d'abord à une règle générale dans le monde arabe : après des décennies d'autoritarisme, de gabegie et de corruption, le peuple vote pour les opposants islamistes quand un espace démocratique s'ouvre à lui.

Le Hamas et sa majorité parlementaire représentent par ailleurs une monstruosité enfantée par le processus de paix du Proche-Orient. La première responsabilité en incombe certes à l'immaturation du peuple palestinien, à l'irresponsabilité de ses leaders historiques, Yasser Arafat et le Fatah, ainsi qu'à l'inconséquence des dirigeants arabes de l'après-seconde guerre mondiale. Mais ni Israël ni les Etats-Unis ni l'Union européenne ne peuvent se laver les mains de cet indécent développement. Ils n'ont pas su favoriser la solution pacifique, qui aurait permis la naissance d'un Etat palestinien modéré, et empêché que le désespoir populaire ouvre la voie à un parti djihadiste qui, sous d'autres cieux, serait qualifié de fasciste.

Cela énoncé, la victoire du Hamas est d'autre part une bonne nouvelle. D'abord et avant tout parce que le peuple palestinien a pu s'exprimer démocratiquement. Voilà un événement assez rare dans le monde arabe pour le saluer sincèrement. Il faut ensuite se féliciter que le parti islamiste ait choisi la voie des urnes. Simple tactique d'une formation qui n'a renoncé ni au terrorisme ni à son intention de détruire l'Etat d'Israël et de chasser les juifs du sol musulman ? Evolution de fond provoquée par l'efficace politique israélienne d'élimination ciblée des chefs djihadistes ? L'avenir proche le dira. Quelle que soit l'intention initiale des dirigeants du Hamas en décidant de participer pour la première fois aux élections législatives, ils ont néanmoins mis le doigt dans un engrenage politique démocratique qui les engage face à leur peuple et au monde.

Le verdict des urnes palestiniennes, après le décès de Yasser Arafat et la disparition politique d'Ariel Sharon, bouleverse la donne au Proche-Orient. Ses acteurs arabes,

israéliens et occidentaux vont devoir l'accepter. Le Hamas a le droit et le devoir de former le prochain gouvernement palestinien ou d'y participer. Tant Israël que les Etats-Unis, l'Union européenne et le reste du monde seraient bien inspirés de s'y résoudre. Mais le Hamas et ses électeurs doivent aussi comprendre que personne ne pourra traiter avec eux tant qu'ils n'auront pas renoncé au terrorisme, à la lutte armée et à leur volonté affichée d'anéantir l'Etat hébreu. Ni négociation, ni soutien financier pour les ennemis de la paix.

Au parti islamiste de faire le premier pas.

C'est, une nouvelle fois, la croisée des chemins pour le Proche-Orient.

Par Alain Hertoghe, sa biographie |Alain Hertoghe (Carte de presse)

jeudi 26 janvier 2006, 16h14

2) Pascal Boniface : Elections palestiniennes - un résultat qui fait l'effet d'une bombe *Paris (IRIS) - C'est une nouvelle forme de bombe que vient de faire exploser le Hamas en remportant à la surprise générale, les élections législatives palestiniennes du 25 janvier.* Le Fatah paye, paradoxalement, à la fois son usure et la remise en cause des vieux leaders, et son renouvellement qui a conduit à une multiplication des candidatures dissidentes. Dans un scénario idéal, le Hamas était intégré dans le jeu politique par sa participation pour la première fois à des élections législatives, mais le Fatah, régénéré, demeurerait majoritaire et pouvait former un gouvernement qui soit un interlocuteur respecté de la communauté internationale.

C'est au contraire l'un des scénarios redouté qui s'impose. Le Hamas, vainqueur, va devoir former un gouvernement, seul ou avec une coalition où il sera majoritaire. Le gouvernement palestinien va donc être dirigé par une organisation considérée comme terroriste par la communauté internationale. Ce n'est pas le meilleur moyen de progresser vers la paix.

Même si des contacts informels avaient été établis tant avec les Israéliens et les Américains qu'avec les Européens, le Hamas ne peut pas, dans les circonstances actuelles, être considéré comme un partenaire vers la paix dans la mesure où sa Charte contient toujours la destruction de l'Etat d'Israël. Certes on peut dire que le Hamas était en train d'opérer sa mue politique, qu'il a proclamé une trêve des attentats, et que, au cours de la campagne, il n'y a eu ni violences, ni propos enflammés à l'encontre d'Israël. Il n'en reste pas moins que ceux qui estiment qu'aucune négociation n'est possible avec les Palestiniens vont être renforcés.

Alors que la région connaissait une accalmie, les nuages semblent de nouveau s'amonceler. Il y a une petite fenêtre d'opportunités si le Hamas, une fois parvenu au pouvoir, s'engage à reconnaître Israël en échange d'un accord de paix véritable, bref, accélérer sa mue politique pour devenir un partenaire international et qu'il fasse en plus rapide le même chemin que l'OLP avait effectué dans les années 80.

Enfin de Begin à Sharon, les leaders de droite en Israël, réputés être hostiles aux arabes et aux Palestiniens ont fait des gestes en leur direction. Le Hamas a-t-il la volonté et la capacité de faire un tel geste ? Il y aurait là non seulement un *big bang* électoral mais un *big bang* stratégique, et une mauvaise nouvelle se transformerait en bonne. Ce scénario est sans doute très (trop ?) optimiste. Et on se retrouve avec une question lancinante.

Comment promouvoir la démocratie lorsque l'environnement politique conduit à la prise du pouvoir par des formations radicales ?

Pascal Boniface

Directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), il a dirigé l'ouvrage collectif « L'Année stratégique 2006 » qui vient de paraître chez Dalloz.